

# UNIVERSITÉS & GRANDES ÉCOLES Le Monde

## Les meilleurs masters : le choix du « Monde »

Proposés par les universités et les grandes écoles, les seize masters retenus par la rédaction allient excellence académique, lien avec la recherche et bonne insertion professionnelle des diplômés. Bref, il s'agit de pépites de l'enseignement supérieur.

PAGES 6-13



Ce sont des pépites, des masters d'université ou d'école, distingués par les organismes officiels d'évaluation. Ils associent excellence académique, lien avec la recherche et bonne insertion professionnelle des diplômés. Certains permettent de devenir avocat fiscaliste, vulcanologue ou scénariste. D'autres forment ceux qui inventeront les voitures du futur, enverront des vaisseaux dans l'espace ou s'adonneront à l'anthropologie funéraire (l'étude des restes humains sur les sites de fouille)...

Le Monde en a retenu seize, arbitrairement, pour composer une sorte d'anthologie. Car il ne s'agit, ici, ni de classement ni de catalogue exhaustif.

Ces masters sont le symbole d'une réussite exemplaire. Celle de ce diplôme de niveau bac +5, lancé en 1998 par Claude Allègre, alors ministre de l'éducation nationale. Créé pour permettre à la France de tenir son rang dans la compétition internationale qui s'amorçait, le master a notamment facilité l'expatriation des étudiants par le biais d'une référence académique lisible partout dans le monde. Quinze ans plus

tard, le master s'est imposé comme le diplôme de référence. Il est l'objectif de 49% des étudiants, selon l'Observatoire de la vie étudiante (OVE). Une grande partie des autres (37%) comptent aller au-delà. Trente mois après la fin de leurs études, 90% des titulaires d'un master ont un travail. A peine moins qu'à l'issue d'une grande école. Et 87% d'entre eux sont cadres ; ce n'est le cas que de 59% des diplômés d'instituts universitaires de technologie, filière sélective pourtant prisée.

Le master est roi, donc. Mais son blason pourrait briller davantage. L'offre de masters est riche. Trop riche. Au point que, dans cette masse de près de 6 000 diplômés (et 5 000 intitulés), les pépites sont à peine visibles, si ce n'est des initiés.

C'est l'un des chantiers prioritaires de Geneviève Fioraso, la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. La simplification des licences est faite : à la rentrée 2014, au lieu de 322 intitulés, il n'en existera plus que 45. Celle des masters est en cours. Une nouvelle nomenclature sera présentée les 27 et 28 janvier au Conseil national de l'enseignement supé-

rieur et de la recherche (Cneser, instance consultative du ministère). En 2015, les 5 000 intitulés ne seront plus que 246.

« La ministre veut professionnaliser les masters et améliorer encore l'insertion des diplômés de masters, explique son entourage. Pour être plus lisible par les recruteurs, la nouvelle nomenclature aura plusieurs points d'entrée : par disciplines (mathématiques, par exemple) ; par métiers (comme l'interprétariat) ; par secteurs d'activités (au hasard tourisme), etc. »

Pourtant, ce n'est pas gagné, du moins si l'on en croit Pierre Gattaz. Dans une interview aux Echos, en décembre 2013, le président du Medef soupirait : « L'enseignement supérieur pousse très souvent des formations qui ne correspondent pas aux besoins des entreprises et aux métiers futurs. » Quant au roi master, il frisait le crime de lèse-majesté : « Il faut aussi orienter les formations vers nos besoins actuels. Car il nous manque des soudeurs, des chaudronniers, des décolleteurs... Il y a une sorte d'élitisme en France qui fait que, si on n'a pas un bac+5, on n'est rien du tout. » ■

BENOÎT FLOCH'H



**« SIMPLIFICATION » EN COURS**  
Les 27 et 28 janvier, la nouvelle nomenclature des masters sera présentée. Le nombre des intitulés devrait tomber à 246 au lieu de 5 000 aujourd'hui.

PAGE 2



**S'ENGAGER DANS UN MASTÈRE SPÉCIALISÉ** Les formations post-masters facilitent l'intégration professionnelle grâce à l'acquisition d'expertises très recherchées sur le marché du travail.

PAGE 13



**LA FRANCE, TERRE D'ACCUEIL** Parmi les quelque 200 000 étrangers inscrits à l'université française, 43% préparent un master. L'Hexagone est le troisième pays d'accueil des étudiants étrangers.

PAGE 16

**BAC +2/+3**

- Programme Grande École
- Diplôme visé BAC +5
- Grade de master

**BAC +4/+5**

- 16 MBA spécialisés
- Finance, Management, Marketing...



Rejoignez une Grande école de commerce !

**ISC** PARIS  
BUSINESS SCHOOL  
iscparis.com



# Le gouvernement veut « simplifier » l'offre des masters

La nouvelle nomenclature prévoit de réduire drastiquement le nombre de diplômes, afin de rendre les formations plus visibles aux yeux des employeurs et de faciliter l'insertion. De vifs débats sont déjà apparus

Intitulés illisibles, trop longs, trop nombreux, peu stables dans la durée... Voilà présentée la diversité de l'offre (en master, comme en licence) de formation universitaire en France. L'un des enjeux majeurs de la loi sur l'enseignement supérieur et la recherche votée en juillet 2013 vise à la simplifier.

La première brique de cette simplification a concerné la licence. A la rentrée 2014, au lieu de 322 intitulés, il n'en existera plus que 45. Et ceux-ci seront répartis au sein de quatre grands domaines : arts, lettres et langues ; sciences humaines et sociales ; droit, économie et gestion ; sciences, technologies et santé.

La seconde concernera, un an plus tard, les masters. De 5 000 intitulés de masters, il est prévu de tomber à 246. Une nouvelle nomenclature sera présentée, les 27 et 28 janvier, pour avis devant les membres du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser). Actuellement, il existe 5 900 diplômes (un diplôme couplant une mention et une spécialité) et 5 000 intitulés. L'offre de master est articulée autour d'un triptyque : un nom de domaine (droit-économie-gestion, par exemple) ; une mention (études européennes et internationales) ; une spécialité (droit et sécurité des activités maritime et océanique). Demain, dans notre



école de commerce ou d'ingénieur suffit souvent à labelliser la formation. Ce qui est loin d'être le cas pour une université pluridisciplinaire. L'idée est donc que les formations à l'université deviennent aussi reconnaissables par les DRH. Certaines le sont déjà. Ainsi, le sigle Miage (méthodes informatiques appliquées à la gestion des entreprises) s'est imposé comme une marque. L'intitulé n'a jamais été modifié alors que les contenus ont évolué. « Bien sûr, le vecteur d'insertion professionnelle ne peut être l'intitulé que s'il est reconnu comme un label. A l'étudiant, sur son CV, de détailler ce qu'il aura réellement étudié », relève-t-on au ministère.

**Derrière les intitulés, les universités conserveront la liberté de leurs parcours. Autonomie oblige**

Outre l'amélioration de la lisibilité, l'objectif sous-jacent de cette simplification est aussi de limiter l'offre des universités. « Il faudra tenir dans cette nomenclature. Cela va dissuader les universités de créer de nouveaux diplômes et de multiplier les masters. Cette période est terminée ! », lance Geneviève Fioraso, la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Néanmoins, derrière les intitulés, les universités conserveront la liberté de leurs parcours. Autonomie oblige. De fait, si une université a une mention « droit de l'environnement », elle pourra très bien créer un parcours spécifique « transition écologique » à l'intérieur.

Dans les universités, même si certains critiquent l'idée d'une prédéfinition des intitulés et auraient préféré que le ministère laisse une certaine marge de manœuvre aux établissements, on reconnaît néanmoins que, ces dernières années, il y a eu une inflation de masters. « Dans une mention, on pouvait compter jusqu'à cinq spécialités. C'était le master de Monsieur X ou de Madame Y », ironise un président. « Cette réforme nous aide et nous oblige à concentrer et à clarifier notre offre, estime de son côté Jean-François Balaudé, président de l'université Paris X-Nanterre. Elle sera plus lisible, c'est sûr. Mais franchement, est-ce qu'elle le sera pour les employeurs, je ne peux pas encore le dire. »

NATHALIE BRAFMAN

exemple, ce master s'appellera juste « études européennes et internationales ». Car, dans la nouvelle nomenclature, le concept de spécialité disparaît.

Officiellement, cette simplification vise à rendre plus lisibles les formations pour les employeurs, donc à améliorer l'insertion professionnelle. Le Medef rappelle régulièrement la nécessité d'instaurer un dialogue entre responsables académiques et représentants des secteurs économiques le plus en amont possible avant la création du diplôme et tout au long de sa mise en œuvre. « L'enjeu est de faciliter l'insertion professionnelle des futurs diplômés et de faciliter la positionnement de la formation dans l'offre globale du marché », a indiqué l'organisation patronale dans sa contribution au cadre national des formations qu'il a envoyée au ministère de l'enseignement supérieur.

Une des difficultés pour les directeurs des ressources humaines (DRH) : l'instabilité des intitulés de formations. Pour un employeur, la seule dénomination d'une

## 246 intitulés au lieu de... 5 000

LA SIMPLIFICATION PROPOSÉE aujourd'hui consiste en deux mesures combinées. D'abord, l'intitulé est réduit à la seule mention, par exemple : « études européennes et affaires internationales ». A minima, cela reviendrait à avoir 1 800 intitulés différents. Mais le ministère de l'enseignement supérieur a décidé de les limiter dans une nouvelle nomenclature qui en contiendra 246. Le nombre de diplômes sera, dès lors, réduit à quelque 3 000, au lieu de 5 900 aujourd'hui.

Dans sa forme actuelle, la nomenclature pour le master affiche sept formes d'intitulés. Disciplinaires ou génériques : informatique, droit, arts... Des intitulés plus spécialisés : calcul haute performance et simulation, droit de la propriété intellectuelle... Des intitulés couplant des disciplines : mathématiques et informatique appliquées aux sciences humaines et sociales, droit de l'économie, audiovisuel... Des intitulés orientés métiers : ingénierie de l'image, droit notarial, métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation, journalisme... Des intitulés par sec-

teur d'activités : tourisme, santé, aéronautique et espace... Des intitulés sur des secteurs en devenir : création numérique, économie sociale et solidaire... Enfin des intitulés spécifiques sur des secteurs à faibles effectifs : théologie catholique, études sur le genre... « Nous avons voulu simplifier mais pas sacrifier la diversité de nos formations », souligne la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, Geneviève Fioraso. On sait très bien que seules quelques universités en France, voire une seule parfois, proposeront des masters à très faibles effectifs. »

### Des conflits

Au terme d'une large concertation, des conflits sont apparus. Ainsi, des enseignants en danse, des artistes, des représentants d'institutions culturelles sont montés au créneau pour que la mention « danse » soit inscrite dans cette nouvelle nomenclature. Dans une pétition, ils critiquent le fait de nier l'existence d'une discipline « particulièrement dynamique ». Mais pour l'instant, l'intitulé retenu est « arts de la scène et du spec-

tacle vivant : danse, musique, théâtre ». L'université de Nanterre, qui a décidé de jouer le jeu dès la rentrée 2014, se bat pour la reconnaissance d'un intitulé « théâtre ». Sans succès. La formation théâtre serait fondue dans un « intitulé valise », selon l'expression de Jean-François Balaudé, son président. « On nous refuse cet intitulé alors qu'on en crée d'autres qui sont peut-être moins légitimes, comme création littéraire, critique-t-il. Du coup, on a une version un peu baroque, où, s'il y a du bon sens, il y a aussi des concessions étranges en fonction du lobbying des uns ou des autres, des intitulés à rallonge... »

Un autre débat se joue en psychologie, cette fois en interne. La nouvelle nomenclature prévoit cinq intitulés de psychologie, mais l'un (psychopathologie clinique et psychanalytique) associe la psychologie et la psychanalyse. Sur ce sujet, deux écoles s'affrontent. L'une souhaite la création d'un intitulé spécifique et unique : psychologie. L'autre estime qu'une des spécialités françaises est d'associer la psychologie à la psychanalyse. ■

N. BN

**Des masters 2 d'excellence**

École de Management Sorbonne  
UNIVERSITÉ PARIS 1

- Audit, contrôle et management public
- Comptabilité – Contrôle – Audit
- Création et développement des entreprises patrimoniales (Apprentissage)
- Développement des ressources humaines (Apprentissage)
- Etudes de marché et décision marketing
- Evaluation et gestion de projet
- Finance d'entreprise (Recherche)
- Finance de marché (Recherche)
- Gestion d'entreprises et affaires internationales
- Gestion des méthodes de décision d'entreprise
- Gestion des ressources humaines et des relations sociales (Recherche)
- Gestion des ressources humaines dans le secteur public
- Gestion financière et fiscalité
- Gestion globale des risques et des crises
- Gestion et stratégie des investissements immobiliers et de la construction
- Ingénierie financière
- Innovation et management des technologies
- Logistique
- Management stratégique international
- Marketing (Recherche)
- Stratégie commerciale et politique de négociation
- Trésorerie d'entreprise (Apprentissage), en partenariat avec l' AFTE
- DU – Mobilité et insertion professionnelle
- DU – Contrôle de gestion et pilotage de la performance, en partenariat avec la DFCG

www.em-sorbonne.fr

# Bilan positif pour les universitaires et les DRH

Même s'il reste des aménagements à prévoir, l'avènement du master en France est une avancée majeure

**L**e master a conquis un réel prestige auprès des étudiants, observe Michel Deneken, premier vice-président à l'université de Strasbourg, chargé de la formation. Il est devenu une référence, même dans les IUT, les écoles d'ingénieurs ou de commerce. Comme dans les autres pays d'Europe, le niveau bac +5 devient un standard correspondant à une formation de haut niveau – avec une spécialisation plus tournée vers la recherche ou la vie professionnelle – sans pour autant que l'une soit inférieure à l'autre. Autre apport : « Ce diplôme nous a poussés à revoir notre façon de travailler. Nos équipes pédagogiques sont désormais plus ouvertes, avec des professionnels qui interviennent aux côtés des enseignants-chercheurs. »

Et le master, en s'harmonisant au plan européen, prend son plein essor, insistent tous les responsables universitaires. « C'est un cursus qui stimule la mobilité étudiante : il est plus facile de partir étudier un an à l'étranger ou de venir chez nous en échange, car les institutions étrangères connaissent le niveau et la valeur de cette formation, souligne Nathalie Drach-Temam, vice-présidente insertion professionnelle à l'Université Pierre-et-Marie-Curie (UPMC), qui compte 28 % d'étudiants internationaux au « niveau M ». Il facilite aussi l'accès de nos diplômés au marché international de l'emploi, car les recruteurs comprennent d'emblée quel parcours a effectué le candidat. »

Bref, le master contribue à faire entrer l'enseignement supérieur français dans la compétition internationale. Surtout, il apporte une lisibilité accrue aux institutions partenaires, entreprises, collectivités, sans oublier aux étudiants. « C'est sans doute le principal bénéfice de la mise en œuvre de ce diplôme, poursuit Nathalie Drach-Temam. Tout le monde commence à bien identifier ses caractéristiques : formation en deux ans, incluant un stage long, avec une spécialisation dans un domaine pointu... D'autant que nos étudiants apprennent à décrire leur parcours et à préciser leurs compétences, à côté des savoirs acquis. Et que les DRH savent de mieux en mieux lire nos documents et les CV. De part et d'autre, on fait des efforts : cela rapproche le monde académique et l'entreprise. »

Pour favoriser cette lisibilité, l'UPMC a d'ailleurs choisi de réduire le nombre de ses mentions à une dizaine (informatique, physique, chimie, mathématiques)... Chacune étant ensuite subdivisée en spécialités. Même jugement positif du côté des grandes écoles. « Le grade de master a accru la visibilité de nos formations, estime Stéphane Bourcieu, directeur général de l'ESC Dijon-Bourgogne. Avec la reconnaissance de l'Etat, nos écoles de management ont acquis une forme de crédibilité institutionnelle, qui nous est très utile dans nos négociations à propos des communautés d'universités. Sans compter que le master "grande école" est un diplôme d'Etat, ce qui rassure nos partenaires étrangers. »

## Quelques bémols

Même si le master a permis de clarifier l'offre de formations, quelques zones d'ombre subsistent. « Certains programmes d'institutions privées, présentés comme des masters, peuvent prêter à confusion », note Stéphane Bourcieu. « Nous avons peut-être été un peu trop généreux dans les autorisations d'ouverture de masters », admet M. Deneken. L'uni-

versité de Strasbourg envisage ainsi d'en réduire le nombre, et de simplifier les parcours.

Néanmoins, du côté des DRH, la tonalité est positive. « Le master 2 (M2) est devenu en quelques années un diplôme très apprécié par les entreprises, estime Isabelle Sachot-Moirez, responsable du recrutement chez BNP Paribas. Les relations que nous avons tissées avec les universités, par exemple autour de masters banque, marchés financiers, gestion de patrimoine, économie ou maths appliquées, nous aident à bien identifier ces programmes et leur contenu. La réforme LMD a permis de clarifier les différents niveaux. » La banque, qui recrute environ 600 titulaires d'un M2 chaque année, a notamment noué un partenariat étroit avec l'université Paris-Est-Créteil (UPEC), qui facilite ce travail d'« étalonnage » des diplômes.

Isabelle Sachot-Moirez souligne cependant la prolifération de diplômes de niveaux proches comme les masters « libres », les mastères spécialisés ou les MSc. « On ne sait pas toujours très bien s'il s'agit de bac+4 ou de bac+5 », observe-t-elle. « Au départ, il n'est

pas toujours évident de juger de la qualité et du contenu d'une formation, confirme Olivia de Faÿ, responsable recrutement et relations écoles chez Mazars (340 jeunes diplômés à recruter cette année, dont une petite moitié issus d'écoles de management). La différence est parfois assez ténue entre deux intitulés. Cela demande de s'adapter et de se tenir informé. Nous avons noué des liens étroits avec plusieurs universités et écoles, ce qui nous permet de les connaître et de les distinguer. »

« Les grands groupes, qui disposent de services relations écoles bien structurés, ont appris à se repérer dans les intitulés de masters et dans la nouvelle organisation des cursus, constate Guillaume Verney-Carron, directeur associé de Personalis, cabinet de conseil spécialisé dans la professionnalisation des étudiants. Pour eux, l'essor des masters et, plus largement, la réforme LMD, ont clarifié les choses et constitué une avancée. En revanche, les entreprises plus petites peinent à s'y retrouver. Elles manquent encore d'outils fiables. Pour y parvenir, il leur faut créer une relation de confiance avec les institutions. » ■

JEAN-CLAUDE LEWANDOWSKI

## Le choix des organisations professionnelles

Certaines fédérations sélectionnent des masters pour aider leurs membres à se repérer

**C'**est une sorte de label. Des associations professionnelles distinguent certains masters parmi les 5 000 qui existent en France. Ainsi, l'Université de l'assurance, créée par la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA) et le Groupement des entreprises mutuelles d'assurances (GEMA), en référence à une quarantaine. L'objectif est de rendre la profession plus visible et d'inciter les établissements à faire évoluer leurs formations.

« Notre site Internet, précise José Milano, directeur des affaires sociales de la FFSA, donnera une liste des pôles d'excellence, qui regrouperont des masters intégrant à leur parcours de la recherche, une dimension internationale et des innovations pédagogiques. Ce réseau facilitera l'insertion professionnelle des étudiants ayant suivi ces parcours. » La profession bancaire s'appuie aussi sur les universités et les écoles pour ses besoins de recrutement. Comme à l'université Bretagne-Sud, avec le master banque « conseiller patrimonial agence », associé au Centre de formation de la profession bancaire. « Cet adossement nous permet de nous différencier, mais aussi de proposer aux étudiants un contrat de professionnalisation pour financer leurs études, détaille Patrick Le Mestre, doyen de la faculté de droit, scien-

ces économiques et gestion. Le taux d'insertion est de 100 % »

Pour l'Institut des actuaires, qui labellise dix cursus, la démarche est un peu différente. « Les enseignements des filières que nous agréons correspondent aux standards des associations européennes et mondiales d'actuaires. C'est un atout en cas de mobilité internationale », explique Florence Picard, présidente de la commission scientifique de l'institut. La Fédération nationale droit du patrimoine, qui rassemble Dauphine, Paris-I, Rennes-I, sous l'égide du barreau de Paris, du Conseil supérieur du notariat et des associations des juristes de banques et des juristes d'assurances, retient sept masters, sur la base de la qualité du contenu académique et de la réputation.

« Il y a beaucoup de formations sur le marché, nous voulons assurer aux étudiants que celles qui sont sélectionnées offrent de bons postes, et guider les professionnels dans leur recrutement », justifie Sophie Schiller, secrétaire générale de la fédération et responsable du master droit patrimoine professionnel à Dauphine. Garder un œil sur les sélections de masters effectuées par les organisations professionnelles peut constituer pour les étudiants un critère de choix additionnel à l'issue de la licence. ■

CORALIE DONAS



## SKEMA BUSINESS SCHOOL MASTÈRES SPÉCIALISÉS ET MASTERS OF SCIENCE

Une large gamme de programmes répondant à votre projet professionnel et aux besoins des entreprises

- ▶ 15 Masters of Science (programmes en anglais)
- ▶ 8 Mastères Spécialisés
- ▶ De nombreuses spécialisations en Finance/Marketing/Management/Business & Stratégie/Droit
- ▶ 2 rythmes : alternance ou temps complet
- ▶ 2 rentrées : janvier/février et septembre/octobre
- ▶ Selon les spécialisations, cinq campus au choix : Lille, Paris, Sophia Antipolis, Suzhou (Chine), Raleigh (Etats-Unis)

### Contact pour les étudiants MSc et MS

admissionspostgraduate@skema.edu  
Tél. +33 (0)3 20 42 47 18 ou +33 (0)4 93 95 45 18

### Contact pour les professionnels MSc et MS

formationcontinue@skema.edu  
Tél. +33 (0)3 20 21 59 93



CONFERENCE DES GRANDES ÉCOLES

www.skema-bs.fr

skema  
BUSINESS SCHOOL

# La « révolution Allègre » de 1998

Le master est aujourd'hui une évidence. Il n'est pourtant pas si vieux : il y a quinze ans, Claude Allègre, alors ministre de l'éducation nationale, le crée avec l'objectif de ne pas rater le train de la mondialisation de l'enseignement supérieur

**I**l fait tant partie de la vie des étudiants d'aujourd'hui et de leurs projets d'orientation, des CV des diplômés, que le master semble exister depuis toujours. Pourtant il n'a pas quinze ans, et sa mise en place, au cœur de la réforme dite « LMD », pour « licence, master, doctorat », a représenté une véritable aventure européenne, démarrée en France.

A la veille du XXI<sup>e</sup> siècle, l'enseignement supérieur français, fondé sur une structure en trois grades (baccalauréat, licence, doctorat) remontant à l'époque napoléonienne, présente une mosaïque de diplômes qui se sont accumulés au gré des réformes successives (DEUG, licence, maîtrise, DESS, DEA, sans compter les diplômes d'IUP – Institut universitaire professionnalisé –, BTS, DUT...).

## Le rapport de Jacques Attali

Cet empilement, auquel s'ajoute un fossé difficilement franchissable entre université et grandes écoles, nuit à la lisibilité et à l'attractivité du système pour les étudiants comme pour les entreprises. C'est le constat d'un rapport commandé en 1997 par Claude Allègre, fraîchement nommé ministre de l'éducation du gouvernement Jospin, à Jacques Attali. Il préconise une « nouvelle maîtrise » qui permette de « rassembler sous une appellation unique un ensemble de diplômes et de titres de niveau comparable, délivrés au nom de l'Etat et bénéficiant de sa garantie ».

« La recherche et l'enseignement ne pouvaient plus rester dans le cadre national, ils se mondialisaient, et ces activités devenaient cruciales pour la compétitivité des pays », explique Jean-Pierre Korolitski, alors chargé



Claude Allègre  
en 1998.

ÉLODIE GRÉGOIRE/REA

# ISCOM

www.iscom.fr

## PROGRAMME GRANDE ÉCOLE

TITRE CERTIFIÉ PAR L'ÉTAT NIVEAU II - BAC+4

- > Admission 1<sup>ère</sup> année à bac, bac+1
- > Admission parallèle 3<sup>ème</sup> année à bac+2, +3
- > Admission parallèle 4<sup>ème</sup> année à bac+3

5<sup>ÈME</sup> ANNÉE : PROGRAMMES BAC+5 EN ALTERNANCE

- > Admission parallèle à bac+4, +5

## PROGRAMMES BAC+5 EN ALTERNANCE

- > Marque et management de l'innovation
- > Communication et création numérique
- > Stratégie et création de l'événement
- > International global communications

## PROGRAMME BAC+5 DOUBLE COMPÉTENCE

- > Marketing communication management

Public Relations Digitale Kommunikation digital event web innovation  
Strategic Planning publicité management événementiel  
Kreativität communication Kreation web relations publiques digita  
event marketing Creativity and Design marque innovation publicit  
que international marketing Brand Content Advertising E-Kommerz relations publiques

ISCOM | INSTITUT SUPÉRIEUR DE COMMUNICATION ET PUBLICITÉ  
4, Cité de Londres - 75009 PARIS | 01 55 07 07 77 | infos@iscom.fr

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR TECHNIQUE PRIVÉ

des formations à la direction générale pour l'enseignement supérieur, et qui allait se trouver au cœur de la mise en œuvre de la réforme LMD de 1998 à 2008. Or un système commence à s'imposer mondialement, celui des pays anglo-saxons : bachelor, master et PhD – soit « lycée » +3, +5, +8. Il s'agit de ne pas manquer le train de l'internationalisation, et de profiter de l'occasion pour rationaliser le système français. Le master, situé à bac +5, en est le chaînon manquant.

Pour contourner écueils et contestations, le ministre « change immédiatement d'échelle », se souvient M. Korolitski : « Claude Allègre se met d'accord avec trois autres ministres de l'éducation européens, italien, britannique et allemand, et c'est la déclaration de la Sorbonne. » Adoptée en mai 1998, celle-ci lance le processus intergouvernemental de réorganisation des études supérieures. L'idée, favoriser la mobilité des étudiants des quatre pays et rendre les formations aussi modulaires et interchangeables que possible. Les ministres prennent rendez-vous pour l'année suivante à Bologne, en Italie, en suggérant que d'autres pays les rejoignent.

Le succès est immédiat : dès 1999, ce sont 29 pays qui participent au futur « processus de Bologne ». Aujourd'hui, près de 50 pays font partie de l'Espace européen de l'ensei-

gnement supérieur né de ces prémices. « Le problème était posé de telle façon, juge M. Korolitski, que cela permettait à chaque pays de faire évoluer son propre système et de résoudre ses difficultés plus facilement que s'il était resté dans son cadre national. » En France, il s'agit donc de créer un grade à bac +5 qui, sans bouleverser l'existant, « se contenterait de surligner » tout diplôme obtenu à bac +5 (DEA, DESS, diplôme d'ingénieur, ou diplôme figurant sur une liste ministérielle et répondant à deux règles : être reconnu par une autorité publique, et que son dispositif de formation soit soumis à une évaluation par l'Etat).

Dès 2002, les textes sont publiés. « Pour la première fois, on avait créé une "marque" qui couvrait l'ensemble des universités et des grandes écoles, estime M. Korolitski. Le grade de master était devenu attractif en soi », et les demandes d'agrément des divers ministères et instituts de formation se sont multipliées.

Très vite, les universités adoptent de leur propre chef l'appellation « master », DEA et autres DESS disparaissant d'eux-mêmes. Le succès du master est tel que, une douzaine d'années après sa naissance, on en compte plusieurs milliers... et que l'Etat s'attache à en réduire le nombre. ■

MURIEL GILBERT

## Et le « mastaire » devint « master »

Lorsqu'en 1999, Claude Allègre, alors ministre de l'éducation nationale, présente son projet de « nouvelle maîtrise » à bac +5, il l'intitule prudemment « mastaire ». En 2002, c'est le « master » que son successeur, Jack Lang, porte sur les fonts baptismaux. Jean-Pierre Korolitski, à l'époque chargé des formations à la direction générale de l'enseignement supérieur, se souvient des petits secrets d'un changement de nom qui a fait couler beaucoup d'encre. « Avec l'appellation "mastaire", Claude Allègre a voulu éviter que sa réforme ne soit perturbée par l'image qu'aurait pu lui donner un nom à première vue anglo-saxon », rappelle-t-il. Deux ans plus tard, les choses avaient mûri. « C'était avant tout une question de lisibilité immédiate, notamment sur le plan international, et tout le monde ou presque l'a com-

pris. » Presque ? « Quand, en février 2002, les textes sur le master sont soumis au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (Cneser), de façon un peu secrète il faut bien le dire, nous faisons d'abord voter tous les textes sur le diplôme de master avec la graphie "aire". » Puis, poursuit-il, « sans en avoir parlé à personne », ils sortent « de [leur] chapeau » un texte proposant de remplacer dans tous les articles la graphie « aire » par la graphie « er ». Le vote contre a été unanime, « mais nous l'avons fait quand même », l'avis du Cneser n'étant que consultatif, souligne M. Korolitski. « Nous avons été attaqués, évidemment », notamment par l'avenir de la langue française, une association de défense de la langue française agréée par le ministère de la culture pour faire appliquer la loi Toubon de

1994, visant à défendre le français en tant que langue de la République, notamment contre les anglicismes. « Mais nous avions fait réaliser deux études, juridique et linguistique. La première concluait que nous pouvions appeler les choses comme nous le souhaitions ; la seconde que la langue française pouvait absolument accepter les emprunts, dont elle est pleine, et que, s'agissant de la finale « er » prononcée « ère », elle est très fréquente (fer, mer, aster, super...). » Le Conseil d'Etat a jugé que le mot « maîtrise » n'était pas utilisable puisqu'il correspondait à un niveau différent (bac+4) et que, l'objectif étant précisément la lisibilité, celui de « master » constituait une solution acceptable, puisqu'il n'existait pas à disposition immédiate d'autre terme qui en aurait eu l'effet et l'impact. « Et il nous a ainsi donné raison ». ■

PROPOS RECUEILLIS PAR M. GI.

# Plus de naissances que de disparitions

Entre 30 et 40 nouveaux masters apparaissent chaque année. Essentiellement des refontes de diplômes existants

Les masters naissent, mais ils meurent peu... L'initiative, il est vrai, relève de chaque établissement et demeure jusqu'à présent peu coordonnée au niveau national. Certes, la direction générale pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle cherche à anticiper les métiers de demain et peut inciter au développement de certaines filières. En décembre 2013, le ministère a d'ailleurs installé le comité Sup'emploi, pour « renforcer le dialogue entre l'enseignement supérieur et son environnement socio-économique ». En outre, Geneviève Fioraso, ministre de l'enseignement supérieur, a demandé une rationalisation de l'offre devant conduire à une réduction drastique du nombre des masters.

Les créations de nouveaux masters sont en fait assez rares. « L'offre est stable, indique le ministère. Au maximum, de 30 à 40 nouveaux diplômes apparaissent chaque année, mais il y a aussi des disparitions. » « Nous faisons très peu de créations de masters ex nihilo, nous sommes plus souvent dans l'adaptation de l'existant », confirme Murielle Rabiller-Baudry, vice-présidente du conseil des études et de la vie universitaire (CEVU) de l'université Rennes-1. D'autant que cela demande du temps. « C'est difficile de lancer un nouveau diplôme : il faut vérifier son attractivité, gagner la confiance des employeurs et faire attention à ne pas modifier trop souvent le paysage des masters pour ne pas brouiller notre lisibilité », souligne M<sup>me</sup> Rabiller-Baudry. Certes, le ministère peut encourager la création de modules, par exemple sur la cybersécurité dans les masters d'informatique. Cela permet de répondre rapidement à une demande des entreprises. C'est aussi un moyen de s'assurer que le besoin est durable.

Créer un master, c'est un travail d'équipe. « On ne va pas forcément faire une étude de marché très précise, poursuit M<sup>me</sup> Rabiller-Baudry. On se pose d'abord des questions entre collègues :

yaura-t-il des candidats ? Le besoin est-il réel ? Est-il transposable en termes d'emplois ? » Les universitaires échangent avec les professionnels intervenant dans les masters, avec les entreprises ou les laboratoires de recherche. « Mener une étude de marché avant de lancer un master n'est pas réservé aux écoles de commerce, précise cependant Jean-Marc Geib, directeur de la section des formations et diplômes de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Aeres). Dans les télécoms ou l'informatique, ce sont davantage les innovations scientifiques ou techniques qui laissent entendre qu'il faut former des gens. C'est moins le cas pour les masters de sciences humaines et sociales. »

## Différents filtres

Un projet de nouveau master, ou une refonte, passe par différents filtres. Chaque dossier remonte d'abord au niveau du département. Si l'avis du conseil des formations de la composante est favorable, le dossier est transmis au CEVU. Puis, en cas d'accord, le projet est soumis au vote du conseil d'administration. « Ces deux

conseils examinent les dossiers avec attention, aussi bien sur le plan pédagogique que financier », précise M<sup>me</sup> Rabiller-Baudry.

Chaque nouveau master doit être habilité par le ministère, après avis consultatif du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche. Mais l'évaluation des masters existants est conduite par l'Aeres. Les projets de formation des établissements ne sont examinés que tous les cinq ans. « Près de 400 masters sont évalués chaque année par 800 évaluateurs, qui sont des enseignants-chercheurs », explique M. Geib. Ils se concentrent sur quatre grands critères : les objectifs scientifiques et professionnels, l'adossement à la recherche, l'organisation pédagogique et le devenir des étudiants. Une note est attribuée : A+, A, B, ou C. Le rapport de l'Aeres sert de base de discussion au ministère, qui négocie avec l'établissement l'amélioration des points faibles.

Un master peut-il être supprimé pour cause de mauvaises performances ? Très peu de masters disparaissent chaque année, indique l'Aeres. « Les universités s'autoévaluent en perma-

nence, et l'Aeres leur demande aussi de le faire lors de tout nouveau dépôt d'offre de formation », précise le ministère.

La loi du 22 juillet 2013 sur l'enseignement supérieur incite dorénavant les établissements à travailler ensemble à une offre globale de formation par site, entre universités d'une même ville, au sein d'une métropole ou d'une région. L'Aeres, qui devient Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur, ne jugera plus chaque spécialité de master. « Notre évaluation ne va pas fondamentalement changer, mais on aura des critères plus globaux. On analysera l'ensemble des masters d'une discipline sur un site et non plus chaque spécialité. Changement plus conséquent, la loi instaure uniquement une évaluation des formations a posteriori, au bout de cinq ans, abandonnant celle des projets de formation », explique Jean-Marc Geib. L'idée est simple : les universités sont autonomes et leurs équipes à même de définir le contenu scientifique de leurs masters. Le rôle de l'Etat est d'être un régulateur. ■

MARC DANIEL

## « Notre enseignement évolue en permanence »

### QUESTIONS À...

Muriel Hissler est responsable du master 2 « chimie moléculaire » de l'université Rennes-1.

#### Comment un responsable de master fait-il évoluer sa formation ?

Quand la formation est habilitée, on respecte ce cadrage global pour cinq ans. La maquette de notre master est en place depuis deux ans, mais on commence déjà à réfléchir à la prochaine. Toutefois, nous adaptons

notre enseignement en permanence. On consulte les enseignants du master, nos autres collègues, et on invite nos étudiants à évaluer leurs enseignements. Par exemple, ils nous demandent actuellement un cours sur la chimie verte. Comme il existe un enseignement dans un autre master, on va faire en sorte de créer un module en s'appuyant sur cette compétence. Cela permet d'adapter notre formation en fonction des besoins. J'ai aussi des contacts réguliers avec

des entreprises et des laboratoires de recherche. Cela nous permet de savoir si notre formation est pertinente et de connaître leurs besoins.

#### Vous créez ensuite une nouvelle maquette pédagogique...

Je constitue un dossier expliquant le but de la formation, les moyens mis en œuvre et le détail des enseignements. Nous devons aussi fournir des informations sur le coût de la formation et sur l'insertion professionnelle des étudiants. Les modifications de

notre maquette remontent d'abord au niveau de l'unité de formation et de recherche (UFR), puis au conseil des études et de la vie universitaire (CEVU), où peuvent être demandées des modifications ou des informations complémentaires. Des modifications mineures, tels un changement de volume horaire ou la création d'un nouveau module, sont examinées au sein de l'université. Mais toute modification remonte au CEVU. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR M. DA.



Avec Aix-Marseille Université, je réalise mes rêves.

Aix-Marseille  
université  
www.univ-amu.fr



**UNIVERSITÉ de Cergy-Pontoise**

Pôle universitaire d'excellence

**REJOIGNEZ LA FACULTE DE DROIT DE CERGY-PONTOISE**

**Masters**

- Droit des collectivités territoriales et politiques publiques (ouvert à l'apprentissage)
- Droit des contentieux publics
- Droit et éthique des affaires (ouvert à l'apprentissage, 2 spécialisations, parcours double diplôme)
- Droit du financement et des investissements immobiliers (ouvert à l'apprentissage)
- Droit juriste conseil d'entreprise (parcours double diplôme)
- Droit pénal financier (ouvert à l'apprentissage)
- Droit privé (parcours droit anglo-américain ou droit privé des affaires en partenariat avec l'Essec)
- Droit privé notarial (formation conjointe avec l'Université de Versailles Saint-Quentin)
- Droit des relations économiques internationales (parcours double diplôme ou droit anglo-américain)
- Droit social
- Droit des sociétés (parcours double diplôme ou droit anglo-américain)
- Management et carrières publiques hospitalières
- Master intégré franco-allemand (avec l'Université Heinrich-Heine Düsseldorf)
- LL.M. droit français et européen enseigné en anglais (ouvert aux juristes étrangers)
- Doubles diplômes avec des universités en Grande Bretagne et aux Etats-Unis (Master 2/LL.M.)

**Et dès la licence**

- Diplômes droit allemand, droit anglo-américain, droit espagnol
- Licence intégrée franco-allemande (avec l'Université Heinrich-Heine Düsseldorf)
- De nombreux partenariats en France et à l'étranger

**Formations évaluées par l'agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche) : notes attribuées A à A+**

**Retrouvez-nous au Salon de l'Étudiant le 8 mars 2014 et au Forum des Masters de l'UCP la semaine du 31 mars 2014**

**[www.u-cergy.fr](http://www.u-cergy.fr)**

**Suivez-nous sur Twitter Droitucp**

# Les 16 pépites de l'enseignement supérieur

Ils permettent de devenir avocat, volcanologue, anthropologue ou même scénariste... Ces masters d'université ou de grandes écoles sont très recherchés.

Mais attention, les places sont peu nombreuses et les parcours demandent de constants efforts

## Au cœur de la roche

Master « recherche magmas et volcans » | Université Blaise-Pascal, Clermont-Ferrand

## UNE GRANDE ÉCOLE DE GESTION EN AMÉRIQUE DU NORD



Venez rencontrer Anne Bourhis, directrice du programme de M. Sc. au Salon des masters et mastères spécialisés.

Découvrez votre M. Sc. - Maîtrise ès sciences en gestion (équivalent Mastère spécialisé) et ses 19 spécialisations dans tous les domaines du management.

Admissions : 15 mars, 15 septembre

Salon des masters et mastères spécialisés

Le samedi 25 janvier de 10 h à 18 h  
Les Docks-Cité de la mode et du design  
34, quai d'Austerlitz 75013 Paris

hec.ca



Niché au cœur des cratères auvergnats, le master « recherche magmas et volcans » de l'université Blaise-Pascal, à Clermont-Ferrand, bénéficie d'un rayonnement mondial. Ses étudiants (25 en master 1 et 15 en master 2) viennent de partout. Ils deviendront pour la plupart enseignants-chercheurs en géologie au CNRS, à l'Institut de recherche pour le développement ou dans une prestigieuse université.

« Après leur diplôme, 80 % de nos élèves trouvent une thèse en France ou ailleurs », s'enthousiasme Hervé Martin, responsable de la seconde année du master. Quant aux autres 20 %, ils se tournent vers des entreprises privées de BTP, de gestion de risques environnementaux ou intègrent même parfois la police scientifique. Seule une poignée de jeunes se réorientent après la formation. « Pour un secteur qui offre peu de débouchés, nous nous en sortons vraiment bien », estime M. Martin.

Clé de la réussite ? L'internationalisation du master. Grâce, en partie, au Laboratoire magmas et volcans auquel il est rattaché. C'est dans ce laboratoire d'excellence (Labex) à la réputation mondiale

que les élèves réalisent leur stage de fin d'année. Six mois pendant lesquels ils expérimentent et mettent en pratique ce qu'ils ont appris, l'échantillonnage de morceaux de roche ou la simulation de production de lave.

« Mon objectif a toujours été de développer la mobilité de nos étudiants pour qu'ils puissent travailler partout dans le monde », explique le Britannique Benjamin

**Tous les étudiants sans exception font un stage de quelques semaines en Italie**

van Wyk de Vries, spécialiste des risques volcaniques et coordinateur européen du master. Depuis 2009, Invoge, un partenariat avec trois universités étrangères, dont deux nord-américaines (l'université technologique du Michigan et l'université de Buffalo), permet à quatre élèves, « les plus méritants », d'étudier pendant une année à l'étranger en payant des frais d'inscription français. Certains se spécialisent en planétologie (étude des vol-

cans sur les autres planètes), d'autres en ingénierie volcanique.

En revanche, tous les étudiants sans exception font un stage de quelques semaines en Italie. « Il est impensable d'enseigner dans ce domaine sans faire un tour sur les volcans actifs de ce pays. C'est en outre la magie de ce métier que d'explorer le Vésuve, Stromboli ou Vulcano », s'exclame Hervé Martin.

Enfin, chaque promotion accueille des étudiants Erasmus, mais aussi des jeunes qui vadrouillent en dehors des conventions classiques avec l'étranger. « Beaucoup sont attirés par notre master parce que leur pays n'offre aucune spécialisation dans ce domaine », explique M. Martin.

C'est le cas de la Roumaine Bogdana Radu, 23 ans. Pour elle, le choix s'est imposé de lui-même : « C'était le seul moyen d'approfondir l'étude des volcans et celle des réactions minérales, un secteur dans lequel je rêve de travailler. Et puis, Clermont-Ferrand, c'est une petite ville d'un point de vue démographique, mais une grande en termes de recherche scientifique », conclut-elle. ■

EMMA PAOLI

## Le « 221 », sésame pour devenir

Master « fiscalité de l'entreprise » | Université Dauphine, Paris

Dans le hall d'entrée du département « fiscalité de l'entreprise » de l'université Dauphine, à Paris, le classement SMBG des meilleurs masters est fièrement affiché. Depuis 2011, le master 2 (M2) dit « 221 » a obtenu la deuxième place sur le podium. Pour les étudiants de master 1 (M1) qui se destinent à des carrières d'avocat fiscaliste ou de directeur fiscal en entreprise, c'est un élément qui compte au moment de postuler au « 221 ».

L'admission y est très sélective. Sur 330 candidats, seuls 28 ont été acceptés en 2013. « Pour être admis, précise Thibaut Massart, le directeur du master, il faut avoir fait du droit ou de la finance et avoir obtenu

au moins 12/20 de moyenne. Il est indispensable d'être très bon en langues pour suivre les cours de fiscalité en anglais. Les stages sont les bienvenus, même s'ils n'ont pas été réalisés dans de grands cabinets d'avocats. Une qualité humaine est aussi essentielle : l'aptitude à travailler en groupe. »

**Week-end d'intégration**

D'ailleurs, tout est fait pour promouvoir les initiatives collectives et associatives, comme le week-end d'intégration ou un séjour ski. « C'est même le directeur du master qui a arrangé le planning pour qu'on puisse partir à la montagne », raconte Igor Buttin, un des organisateurs de ces vacances, l'an der-

nier. Durant une semaine, les étudiants rencontrent aussi de jeunes fiscalistes venus d'autres universités européennes. En 2013, ils sont allés en Allemagne à la Hochschule Niederrhein de Duisbourg. En 2014, ils accueilleront une délégation étrangère à Paris.

Les enseignants sont des fiscalistes issus de grands cabinets ou des directeurs fiscaux en entreprise. Cela permet aux étudiants de trouver facilement leur stage de trois mois obligatoire. « Sans le master 221 sur mon CV, je n'aurais jamais eu mon stage chez EY Société d'avocats », estime Diane Kany-Bourcart, une ancienne étudiante.

Les exercices de mise en situation sont aussi les points forts de

## Renault moteur pour les véhicules électriques

Master « mobilité et véhicules électriques » | ParisTech

**E**n quinze mois, Christelle Saber peut se vanter d'avoir fréquenté quatre grandes écoles françaises. Et le tout grâce à un seul cursus ! Cette Libanaise de 24 ans a été diplômée, le 13 décembre 2013, du master « mobilité et véhicules électriques » (MVE). Créée en 2010 à l'initiative de la Fondation Renault et de ParisTech, la formation permet à ses étudiants de découvrir et de maîtriser toute l'ingénierie des véhicules du futur : systèmes électrique, électronique, conception...

A la clé, un diplôme d'excellence que Christelle a obtenu comme major de cette troisième promotion. « Cela offre des débouchés extraordinaires, s'enthousiasme la jeune femme. Mes amis et moi avons déjà tous trouvé un travail. » Elle a choisi de poursuivre en thèse avec Renault. « Je vais commencer d'ici trois mois, c'est comme une première embauche », explique Christelle, qui sera rémunérée 2000 euros par mois par le constructeur automobile.

Chaque promotion est constituée de 20 à 25 élèves, dont une majorité d'étrangers – la Fondation Renault distribue une quinzaine de bourses par an à ses universités partenaires dans le monde. L'aide est généreuse, et Christelle a pu sans problème financer l'inscription de 12 500 euros au master.

**« Ce master offre des débouchés extraordinaires. Mes amis et moi avons déjà tous trouvé un travail »**

Christelle Saber  
diplômée en 2013

La formation se déroule en quatre parties. De septembre à décembre, les cours sont dispensés dans les écoles de la région parisienne. A l'Ecole nationale supérieure de techniques avancées (Ensta, Palaiseau), à l'Ecole nationale des ponts-et-chaussées (Champs-sur-Marne) pour les enjeux de mobilité et de développement durable, et à l'Ecole des mines (Paris) pour la conception innovante. « Chacune nous propose son enseignement spécifique. Les cours sont complétés par des intervenants industriels, détaille Christelle. Nous avons la vision académique et professionnelle. »

A partir de janvier 2013, la jeune femme part à Lille, direction les Arts et métiers. « Pendant quatre mois, on a eu des cours techniques, raconte-t-elle. On a tout vu des composants électriques, de la conception et des logiciels de simulation. » S'ensuit, d'avril à juin, une période en laboratoire. L'étudiante doit mener un projet en rapport avec le stage en entreprise qui en découle. Christelle Saber effectue ses recherches à Lille et poursuit son apprentissage chez Renault.

Après ces cinq mois et demi de stage, elle retourne à l'école pour soutenir son mémoire. Elle décroche son diplôme avec

une moyenne générale de 17,2/20. « J'ai appris beaucoup de choses sur les véhicules électriques et le développement durable, qui n'est pas un sujet d'actualité au Liban ! », plaisante-t-elle.

« L'aspect multiculturel de la formation » a enchanté la jeune Libanaise. « Il y avait des étudiants du Maroc, de Russie, du Japon... », raconte-t-elle.

Elle qui ne connaissait la France « qu'à travers les films » imaginait qu'elle y aurait « la vie en rose ». Christelle a un peu déchanté à son arrivée. « Je pensais vraiment bien parler français, mais, au début, ça allait trop vite, constate-t-elle. J'ai dû m'adapter à la langue. »

Après ces quinze mois de formation ultra-professionnalisante, Christelle a encore du temps pour parfaire son accent. Elle entreprend trois années de thèse. Son sujet : la compatibilité électromagnétique dans le chargeur embarqué des véhicules électriques. ■

PAUL GIUDICI

## L'envolée de l'agroalimentaire

Master « agrosociétés » | Université d'Avignon

**S**elon les Nations unies, il y aura 2 milliards d'êtres humains supplémentaires en 2050 : autant de bouches à nourrir. Une prévision qui profite déjà aux étudiants du master « agrosociétés » de l'université d'Avignon. « Le marché de l'agroalimentaire explose », indique Farid Chemat, responsable du diplôme. Quatre-vingt-dix étudiants sont inscrits dans chacune des deux années que comporte cette formation. Ils apprennent, entre autres, à préparer les sols pour y faire pousser fruits, plantes et légumes, et à transformer ces matières premières en produits finis.

« Nous formons les étudiants par la recherche », explique M. Chemat. La moitié des enseignements sont dispensés par des chercheurs reconnus, issus notamment de l'Institut national de la recherche agronomique. Mais l'objectif premier demeure l'insertion professionnelle. « Nos étudiants, souligne M. Chemat,

deviennent responsables de production, responsables qualité, directeurs de "recherche et développement" en entreprise. 90 % à 95 % d'entre eux trouvent un travail six mois après le diplôme. » D'où une forte proximité avec les entreprises : « Certains cours sont assurés par des professionnels du secteur. » En fin de cursus, les étudiants réalisent un stage de six mois. Celui-ci s'achève fin septembre, au début de la préparation des fêtes de Noël, période où la production augmente : « 60 % des étudiants ont déjà un emploi en fin de stage. »

**Création d'entreprise fictive**

Les élèves de deuxième année suivent par ailleurs un module de création d'entreprise – fictive. Ils doivent élaborer un produit innovant, vérifier la rentabilité du projet, créer un emballage... « Cela nous permet de tout voir, de développer le procédé, de faire du marketing », estime Jonathan Dieu-

saert, étudiant de 22 ans qui a mis au point avec ses camarades un macaron aux huiles essentielles. Originaire du Nord-Pas-de-Calais, il espère devenir responsable en production alimentaire, chercheur ou responsable de projet.

Les opportunités sont, il est vrai, nombreuses. En première année, Jonathan a effectué un stage de trois mois et demi en Inde, dans un laboratoire. Or le jeune homme ne pensait pas être admis dans ce master. « J'ai un bac technologique sans mention, justifie-t-il, tout comme mon DUT. » Mais « la sélection se fait sur dossier », explique M. Chemat. Un quart des étudiants sont d'ailleurs étrangers. « En première année, il y avait des Brésiliens », raconte Jonathan, comblé. Pour lui, le bilan est largement positif : « En plus d'être bien formé, j'ai découvert des personnes que je n'aurais jamais rencontrées ailleurs. » ■

MAXENCE KAGNI

## avocat fiscaliste

ce master. Chaque année, les étudiants participent au « client service tax game », une compétition dans laquelle ils doivent proposer des projets d'amélioration fiscale à des entreprises du CAC40. « On apprend plus un métier qu'une matière, tout est fait pour qu'on soit opérationnel à la sortie », résume Matthieu Sabonnadière, un ancien en stage, dans le cadre de l'école de formation du barreau, chez Baker & McKenzie, un grand cabinet américain.

Le point faible de cette formation, reconnaît Thibaut Massart, est qu'elle n'inclut pas de préparation au concours du Centre régional de formation professionnelle des avocats (CRFPA), indispensa-

ble pour exercer ce métier. Mais le directeur assume. D'ailleurs, il prévient : « Désormais, plus aucun étudiant souhaitant passer le CRFPA en M2 ne sera admis chez nous, car cela perturbe la scolarité. » Conséquence pour les diplômés : ils devront suivre leur formation d'avocat après le « 221 ».

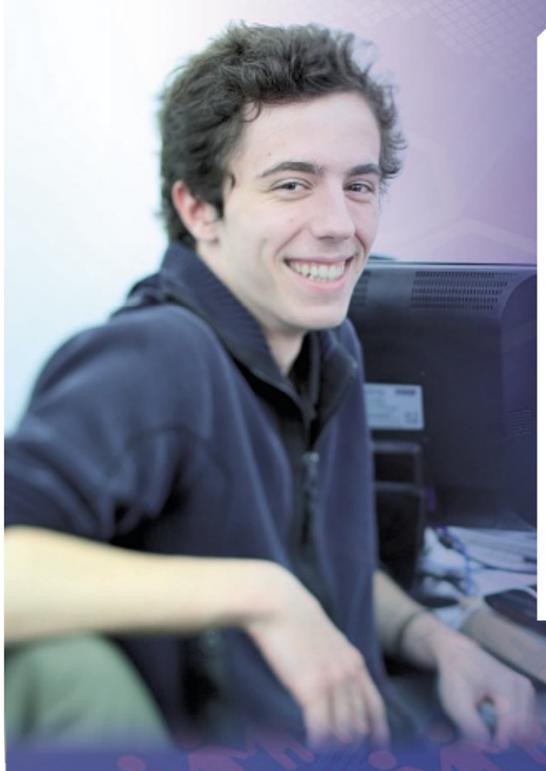
Autre nouveauté pour la session 2014-2015, la formation devrait se doubler du diplôme de juriste-conseil d'entreprise. Les étudiants auront donc deux masters. Cela permettra d'améliorer encore l'image du « 221 » auprès des employeurs, même si le taux d'insertion professionnelle à la sortie flirte déjà avec... les 100 %.

SOPHIE GUIGNON



# LES MASTÈRES SPÉCIALISÉS DE L'EI.CESI

**12 MASTÈRES SPÉCIALISÉS et 1 MSc pour acquérir, en alternance, une spécialisation ou une double compétence**



**12 MASTÈRES SPÉCIALISÉS (FORMATIONS EN ALTERNANCE) DANS 6 SECTEURS D'ACTIVITÉ :**

- BTP et construction durable
- Informatique
- Management et innovation
- Organisation et performance industrielle
- Qualité sécurité environnement et développement durable
- Ressources Humaines

**Accessible après un bac +5, ou un bac +4 et 3 ans d'expérience professionnelle**

**ET 1 MSc :**

- MSc International Business Project Manager

**Accessible après un bac +4**



**21 CENTRES EN FRANCE ET 1 CENTRE EN ALGÉRIE**

[www.eicesi.fr](http://www.eicesi.fr)






Pour être mis en contact avec l'interlocuteur CESI de votre région :

**N° Indigo 0 825 06 9000**

0,15 € TTC / MN

LE CESI : ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET FORMATION PROFESSIONNELLE

eicesi - janvier 2014 - Crédit photo Bruno Pellarin - étudiants en situation dans nos établissements

## L'élite atteindra les étoiles

Master « physique et applications », spécialité « astronomie, astrophysique et ingénierie spatiale » | Université Pierre-et-Marie-Curie, Paris

Des disciplines qui « font rêver et qui créent des vocations ». La renommée du master « physique et applications », spécialité « astronomie, astrophysique et ingénierie spatiale » (AAIS) n'étonne donc guère Marie-Christine Angonin, une de ses responsables, professeure à l'UPMC.

Cette formation est proposée en cohabilitation par les universités Pierre-et-Marie-Curie (UPMC), Paris-Diderot, Paris-Sud, mais aussi par les écoles normales supérieures Ulm et Cachan. « Elle forme les étudiants dans tous les domaines de la recherche, mais aussi de l'ingénierie des sciences de l'Univers et de l'espace », explique M<sup>me</sup> Angonin.

Les étudiants deviennent notamment capables d'élaborer des instruments d'observation, de monter un projet dans un observatoire au sol ou sur un satellite. A terme, ils deviendront chercheurs académiques, ou travailleront pour le Centre national des études spatiales (CNES, l'agence française de l'espace), l'Agence spatiale européenne, des industries spécialisées ou des laboratoires spatiaux. Une offre attractive dont l'établissement support est l'Observatoire de Paris, le plus grand pôle de recherche en astronomie de France.

Cette formation, qui recrute au

niveau bac+4, propose trois parcours. Les deux premiers, nommés « astrophysique » et « dynamique des systèmes gravitationnels », sont axés sur la recherche. Ils ont pour but de former de futurs doctorants. « Les 45 étudiants sélectionnés ont des cours théoriques, qui sont donnés par des universitaires, des astronomes, des chercheurs du CNRS », explique Marie-Christine Angonin.

**Une sélection sévère est opérée à l'entrée. Celle-ci se fait sur dossier avec lettres de recommandation et après entretien individuel**

Le troisième parcours, nommé « outils et systèmes de l'astronomie et de l'espace », favorise l'insertion professionnelle. Les quinze étudiants qui ont choisi cette voie reçoivent des enseignements dispensés par des universitaires, des chercheurs, mais également des acteurs de l'industrie spatiale. Ils réalisent aussi, en fin d'année, un stage en entreprise de six mois.

Les résultats sont probants : 90 % des personnes issues de ce dernier parcours ont un emploi après dix-huit mois, et la majorité obtient un CDI après cinq ans, estime M<sup>me</sup> Angonin. Quant aux autres étudiants, 80 % d'entre eux trouvent une thèse. Trois ou quatre ans après celle-ci, 70 % obtiennent un travail dans la recherche.

Ces résultats sont liés à la sévère sélection opérée à l'entrée, qui se fait sur dossier avec lettres de recommandation et après entretien individuel. « Nous avons des étudiants issus de Polytechnique ou de l'École normale supérieure », explique M<sup>me</sup> Angonin.

D'autres entrent dans la formation avec un master 1 traditionnel et un très bon niveau en mathématiques et en physique. C'est le cas de Marion Grould, 23 ans, qui a suivi ce cursus l'année dernière. La jeune fille, qui souhaitait intégrer ce master 2 « depuis la seconde », est aujourd'hui en thèse à l'Observatoire de Meudon. Elle ne regrette donc pas son choix, même si la formation est exigeante : « Pendant un an, je n'ai plus eu de vie personnelle. C'était dur physiquement et mentalement. » Efficace mais élitiste, le master AAIS est donc réservé aux plus motivés. ■

MAXENCE KAGNI



## « Un marche-pied vers le doctorat de maths »

Master « mathématiques et applications », spécialité « mathématiques fondamentales » | Université Pierre-et-Marie-Curie, Paris

ENTRETIEN

Le master 2 « mathématiques et applications », spécialité « mathématiques fondamentales » de l'université Pierre-et-Marie-Curie (UPMC), à Paris, propose à ses étudiants une formation axée sur la recherche tout en ménageant une porte de sortie pour ceux qui veulent s'insérer professionnellement. Entretien avec Jean-François Dat, responsable de ce diplôme.

**Quel est l'objectif de ce master ?**

Il a pour but de former des futurs mathématiciens en les amenant progressivement aux frontières de la recherche dans les principaux domaines des mathématiques fondamentales : géométrie, analyse et algèbre. Le spectre couvert est un des plus larges en Europe.

**Qui sont vos étudiants ?**

Ce sont des personnes douées pour les mathématiques. Un tiers des étudiants sont des normaliens ou issus de grandes écoles comme Polytechnique. Un tiers sont étrangers. La sélection se fait sur dossier, en fonction des résultats obtenus en première année de master ou équivalent. Les postulants doivent avoir brillé dans des matières « fondamentales » comme la géométrie différentielle ou la théorie des nombres.

**Pourquoi mettre deux parcours à leur disposition ?**

Cela leur permet de faire un choix aux environs de Noël. S'ils veulent faire un doctorat, ils doivent choisir le parcours « mathématiques recherche ». Les autres, s'ils veulent changer de voie, optent pour le parcours « mathématiques avancées ». Ils ont alors la possibilité de valider plus facilement le master. C'est notamment intéressant pour ceux qui se destinent à l'enseignement secondaire.

**Après l'obtention du master, est-il facile de s'insérer professionnellement ?**

Ce master est pensé comme un marche-

pieu vers le doctorat. Néanmoins, l'obtention d'un tel diplôme atteste de qualités d'analyse, de synthèse et d'abstraction susceptibles d'intéresser toute structure de « recherche et développement » d'une grande entreprise, comme Thales par exemple. Les diplômes équivalents sont très prisés dans le secteur privé en Allemagne, au Royaume-Uni ou encore aux États-Unis. En France, le système des grandes écoles entrave un peu le passage d'une formation orientée « recherche fondamentale » au monde de l'entreprise, et c'est bien dommage.

**Vos étudiants ont-ils toujours la possibilité de s'inscrire en thèse ?**

Sur la soixantaine de personnes inscrites dans le master en 2012-2013, une bonne moitié a obtenu un contrat doctoral (CDD de trois ans) pour préparer une thèse en France. D'autres partent ou repartent à l'étranger pour leur thèse. Pour tous, les débouchés naturels seront les métiers de la recherche, au CNRS par exemple, ou de l'enseignement supérieur, partout dans le monde, ou encore ceux de la « recherche et développement » dans une entreprise privée.

**D'où viennent les enseignants ?**

Ils sont tous issus de l'Institut de mathématiques de Jussieu, un des plus grands laboratoires de mathématiques fondamentales du monde. Par ailleurs, nous avons une politique drastique de renouvellement des cours. Tous les ans, pour les cours spécialisés, par exemple. Le but est de coller à la dynamique de la recherche.

**Y a-t-il un fort taux d'échec ?**

Malgré notre sélection à l'entrée (de 30 % à 40 % de candidatures sont refusées), environ 20 % des étudiants n'obtiennent pas le diplôme. Certains ont simplement besoin de plus de temps et sont autorisés à redoubler, d'autres ont surestimé leur motivation ou leur appétence pour les mathématiques. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MA. K.

CONCOURS  
D'ENTRÉE  
2014

DEVENEZ  
DIRIGEANT  
DE LA  
PROTECTION  
SOCIALE

Un métier  
à la hauteur  
de vos valeurs

Retrouvez toutes  
les informations utiles  
en flashant ici



Clôture  
des  
inscriptions

31  
MARS  
2014



www.en3s.fr



L'actualité de l'EN3S sur Facebook :  
www.facebook.com/EN3S.page.officialle

Par courrier  
EN3S - Service concours  
27 rue des Docteurs Charcot CS53109  
42031 SAINT-ETIENNE cedex 2  
+33 (0)4 77 81 15 15

Par email  
concours@en3s.fr

en3s

ECOLE DES DIRIGEANTS  
DE LA PROTECTION SOCIALE



## Elargir le champ de la connaissance

Master « sciences cognitives » | Ecole normale supérieure, Ecole des hautes études en sciences sociales, université Paris-Descartes, Paris

**F**lorian Cova et Paul-Arthur Patarin ont été diplômés, à trois ans d'intervalle, du master « sciences cognitives » (Cogmaster) de l'Ecole normale supérieure de Paris (ENS), de l'Ecole des hautes études en sciences sociales et de l'université Paris-Descartes. Le premier est chercheur postdoctoral dans un laboratoire genevois de neurosciences. Le second, issu de la neuroéconomie, dirige une « jeune pousse », Meludia, spécialisée dans l'apprentissage de la musique par les émotions.

La diversité de ces deux profils reflète celle de la centaine d'étudiants qui passe chaque année par la rue d'Ulm, à Paris, où est située l'ENS. Psychologie, médecine, neurosciences, linguistique, architecture, commerce, « il n'y a pas deux profils similaires », assure Emmanuel Dupoux, son directeur. Si l'objet des sciences cognitives est l'étude des grandes fonctions mentales (langage, perception, mémoire...), l'interdisciplinarité du master l'ouvre sur de multiples domaines d'application, de l'éducation au design en passant par le biomédical. « Les sciences cognitives sont l'équivalent des humanités il y a deux siècles », résume M. Patarin.

Tout en consolidant la spécialité

initiale des étudiants, le Cogmaster s'attache à les ouvrir sur d'autres champs de connaissance, au moyen de cours et de séminaires de chercheurs spécialisés. Pendant son stage expérimental de seconde année, le philosophe Florian Cova a ainsi confronté l'un de ses sujets de prédilection aux méthodes de recherche en psychologie. « Les

**« Les sciences cognitives sont l'équivalent des humanités il y a deux siècles »**

Paul-Arthur Patarin  
directeur de Meludia

résultats ne correspondaient pas du tout aux théories philosophiques que j'avais jusqu'alors ! », raconte celui qui poursuit désormais ses recherches dans un laboratoire de neurosciences.

« Le mélange des disciplines est mal compris dans le système universitaire français, encore très segmenté », regrette Emmanuel Dupoux. Un paradoxe qui conduit le Cogmaster à jouir d'une plus grande notoriété à l'étranger qu'en France. « En Suisse, les gens apprécient les

profils capables de parler plusieurs disciplines », souligne Florian Cova.

Même les étudiants qui s'éloignent ensuite des sciences cognitives se félicitent des compétences acquises pendant le master. Programmation informatique, statistique et méthodologie expérimentale participent du tronc commun enseigné en première année.

Si la majorité s'oriente vers la thèse à la sortie du master, certains tentent de faire valoir leurs compétences dans le monde de l'entreprise. « Le processus de recherche était trop long et avec trop peu d'impact direct pour moi », confie Paul-Arthur Patarin, qui a choisi de rejoindre la start-up Meludia plutôt que de poursuivre en doctorat à l'étranger. « Malheureusement, le spectre des sciences cognitives est si large qu'il est mal identifié par la plupart des entreprises », explique Emmanuel Dupoux, qui tente de renforcer les liens du Cogmaster avec le privé, notamment par le biais des anciens. « C'est une expression en vogue que peu de gens comprennent, alors que cette formation est utile dans tous les aspects de la vie professionnelle, de la finance à l'informatique en passant par le management », assure Paul-Arthur Patarin. ■

MAXIME VAUDANO

## A la recherche des premiers hommes

Master « recherche anthropologie biologique, préhistoire » | Bordeaux-I

**B**ien que tout récemment intégré à l'université de Bordeaux, le master-recherche « anthropologie biologique, préhistoire », lancé dans les années 1980 à Bordeaux-I, reste fidèle à ses racines scientifiques.

Son recrutement privilégie volontiers les parcours de sciences de la terre et de biologie par rapport aux licences d'ethnologie ou d'histoire traditionnellement réclamées par ses homologues d'universités toulousaines ou parisiennes. Au cours de la première année, on y étudie pêle-mêle le squelette humain, la géoarchéologie ou les processus de l'évolution. C'est en master 2 (M2) que la trentaine d'étudiants s'oriente vers deux spécialités distinctes : l'anthropologie biologique et la préhistoire.

**En première année, on y étudie pêle-mêle le squelette humain, la géoarchéologie ou les processus de l'évolution**

La première regroupe deux tiers des effectifs : elle prépare notamment à une insertion professionnelle dans le secteur de l'anthropologie funéraire – l'étude des restes humains sur les sites de fouille. Services d'archéologie des collectivités, de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap) et même sociétés privées... « L'insertion de ces profils spécialisés ne pose guère de problèmes », note Jacques Jaubert, responsable du master, dont l'équipe veille à limiter son recrutement au nombre de postes que peut offrir le marché.

La spécialité « préhistoire » est plus orientée vers la recherche : si des possibilités sont offertes dans la médiation des

sciences (expositions, musées, projets pédagogiques), il ne s'agit que d'un « plan B » pour beaucoup d'étudiants. Le sésame restant la thèse, où les places sont chères – une demi-douzaine par promotion seulement.

La préparation est assurée par l'adossé du master au laboratoire Pacea (de la préhistoire à l'actuel : culture, environnement, anthropologie). En outre, les étudiants s'exercent à la recherche au second semestre de M2 dans des laboratoires de premier plan, en France ou à l'étranger.

Toutefois, Jacques Jaubert refuse de réduire le master « anthropologie biologique et préhistoire » à sa dominante recherche. « C'est une formation hybride et professionnalisante », dit-il. « Au cours des deux ans, on multiplie travaux pratiques, stages et sorties sur le terrain », acquiesce Alexandra Boucherie, étudiante en M2, qui a opté pour la spécialité « anthropologie ».

Afin de nouer des contacts et de préparer leur avenir, les étudiants n'hésitent pas à solliciter des stages estivaux non obligatoires ou à participer bénévolement à des fouilles.

Le point faible de ce master interdisciplinaire réside, de l'aveu de son directeur, Jacques Jaubert, dans l'absence de voie royale de premier cycle, au sein de l'université de Bordeaux, pour le préparer. « Nous travaillons à amplifier notre présence dans les licences de biologie ou de sciences de la terre, afin de mieux aiguiller les étudiants », explique-t-il. Une carence qui peut conduire certains étudiants à plonger dans l'inconnu.

Pour pallier les erreurs d'aiguillage, l'équipe pédagogique permet toutefois de basculer d'une spécialité à l'autre en cours de cursus. Elle travaille également à installer dans l'université de Bordeaux une licence d'archéologie ouverte à la préhistoire. ■

MAXIME VAUDANO

# (ré)unie

Le 1<sup>er</sup> janvier 2014,  
les universités Bordeaux 1,  
Bordeaux Segalen  
et Montesquieu Bordeaux IV  
ont fusionné.

université  
de BORDEAUX

www.u-bordeaux.fr

## L'économie dans tous ses états

Master 1 « économie » |  
Université Toulouse-I-Capitole,  
Ecole d'économie de Toulouse

C'est peut-être le master du futur. A première vue, le cursus proposé par l'Ecole d'économie de Toulouse (EET) ressemble à un master d'économie classique. Les 104 étudiants du master 1 (M1) sont là pour acquérir des bases solides en macroéconomie, microéconomie et économétrie, avant de se spécialiser dans l'une des sept spécialités du master 2 (M2) : « économie des marchés et des organisations », « marchés et intermédiaires financiers », « économie de l'environnement et ressources naturelles », « politique publique de développement », « économie et droit de la concurrence », « statistique et économétrie », « économie théorique et économétrie ». A la sortie, ils seront économistes, analystes, chargés d'études statistiques, consultants ou chercheurs.

### « Une école dans l'université »

La qualité du diplôme tient d'abord à la formation par la recherche, affirme David Alary, responsable pédagogique du master depuis 2009 : « Des chercheurs viennent présenter leurs travaux lors de conférences, et les cours sont donnés par les enseignants du centre de recherche de l'école. » L'EET est en effet née de la transformation de la faculté de sciences économiques de Toulouse et de son adossement au centre de recherche, mondialement reconnu. « C'est une école dans l'université », résume M. Alary.

La sélection y est forte, mais elle ne se fait vraiment qu'à l'entrée en licence 3, à l'issue de deux années préparatoires, afin de permettre à des élèves de classe préparatoire d'intégrer l'école. Des 1 500 étudiants en L1-L2, seuls 150 à 200 étudiants sont admis en L3. « Mais s'ils réussissent leurs examens, leur accès est automatique en M1 », précise David Alary, reconnaissant une forte charge de travail et un niveau de maths élevé. « Le taux d'échec en M1 est de 25 % environ, mais seulement de 7 % à 8 % en enlevant les abandons en cours d'année, qui sont surtout le fait d'étudiants étrangers ne parvenant pas à s'adapter », explique M. Alary.

Autre choix qui détonne dans le paysage universitaire français : tous les cours sont enseignés en anglais. Pour attirer les étudiants étrangers (40 % de la promotion en M1, 50 % en M2), mais aussi pour faciliter l'accès au marché du travail international.

L'EET revendique une attention constante à l'insertion professionnelle. « Notre rôle, c'est que nos étudiants aient tous un job en sortant, explique

David Alary. Nous considérons qu'il vaut mieux avoir fait des stages, même quand on se destine à la recherche. L'entreprise ne doit pas être un monde virtuel pour eux. » Le responsable insiste sur une pédagogie mêlant théorie et application, dès le M1, afin de « se frotter au monde réel ».

« On est à l'université, mais on prend le bon côté des écoles », conclut-il. A l'intervention régulière de professionnels lors de conférences s'ajoute une journée de rencontre annuelle entre entreprises et étudiants. En outre, précise M. Alary, TSE junior études (où les étudiants font du conseil aux entreprises), l'association des anciens et le bureau des étudiants fonctionnent bien. « C'est assez nouveau pour l'université », dit-il, en se félicitant des échanges entre étudiants, du L3 au doctorat, et de l'identification à l'école, qui permet de souder les promotions et de façonner un futur réseau. ■

MARC DANIEL

## Le « 3A », chouchou des étudiants étrangers

Master « sciences et technologies de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement » |  
SupAgro, Montpellier

C'est en 2004 que l'école d'ingénieurs Montpellier-SupAgro a lancé son fameux master « 3A ». Consacré à l'agronomie et à l'agroalimentaire, son nom officiel est « sciences et technologies de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement ». Mais vous pouvez l'appeler « 3A ». Master international d'école d'ingénieurs (MIEI), « c'est une formation qui s'adresse aux stagiaires français de la formation continue et aux étudiants étrangers, plutôt en provenance des pays émergents », explique Isabelle Touzard, directrice adjointe de l'école. Depuis ses débuts, la notoriété du « 3A »

### La première spécialité, « vigne et vin », attire des candidats de tous les pays producteurs

n'a cessé de croître. « Pour 2013-2014, nous avons sélectionné 138 étudiants, dont 114 étrangers, parmi les 937 candidatures reçues », précise M<sup>me</sup> Touzard. Ces étudiants construisent leur formation en choisissant parmi cinq spécialités qui leur offrent neuf possibilités de parcours.

La première spécialité, « vigne et vin », est choisie par un tiers des étudiants. Elle attire des candidats de tous les pays producteurs de vin (Chine, Argentine, Chili, Afrique du Sud...), qui se forment pour devenir responsables et cadres techniques en viticulture et en œnologie. L'école offre deux cursus, l'un en français, l'autre en anglais, dans le cadre du master européen Vinifera. Labellisé Erasmus Mundus par la Commission européenne en 2008, Vinifera est proposé par un consortium regroupant des universités italiennes,

allemandes, portugaises et espagnoles ; il est coordonné par Montpellier-SupAgro. La première année se déroule en anglais à Montpellier, la seconde doit se passer dans une autre université européenne. Les autres spécialités sont le développement agricole, l'agronomie et l'agro-écologie, la science du végétal et la génétique, et la gestion environnementale et des forêts tropicales. Les parcours du « 3A » sont composés d'un tronc commun en M1 et de différents choix en M2.

Pour accueillir les étudiants étrangers, SupAgro a développé un important dispositif. « Nous leur proposons un hébergement sur le site, détaille Isabelle Touzard, et nous organisons un campus d'été de deux mois pendant lequel nous organisons des visites, un stage en exploitation, avec des cours de français, afin qu'ils aient un niveau suffisant pour suivre la formation. »

Particularité de ce master, il attire des étrangers qui ont fini leurs études et éventuellement déjà travaillé. Ils ont donc souvent des perspectives professionnelles assez précises lorsqu'ils se portent candidats. Certains s'orientent vers la recherche et poursuivent en préparant une thèse. Les autres rentrent dans leur pays d'origine où ils intègrent des organismes internationaux, une ONG ou un bureau d'études, voire une fonction publique. Cette particularité explique la moyenne d'âge des étudiants du « 3A » (entre 29 et 30 ans).

En vue d'augmenter les effectifs, SupAgro veut développer la formation à distance, notamment pour les cours de M1 du master Vinifera. Organisée en partenariat avec des universités internationales, une telle formation serait accessible aux étudiants qui n'ont pas forcément les moyens de venir passer un an à Montpellier. ■

SOPHY CAULIER

### International Masters of Science in a Grande Ecole : L'Ecole des Mines de Nantes

#### Energy, Environmental, Nuclear and Industrial Engineering

Study in a MSc totally taught in English with classmates from all over the world !



www.mines-nantes.fr

#### MOST

MSc in Management and Optimization of Supply Chains & Transport  
most-admission@mines-nantes.fr

#### PM3E

MSc in Project Management for Environmental & Energy Engineering  
pm3e-admission@mines-nantes.fr

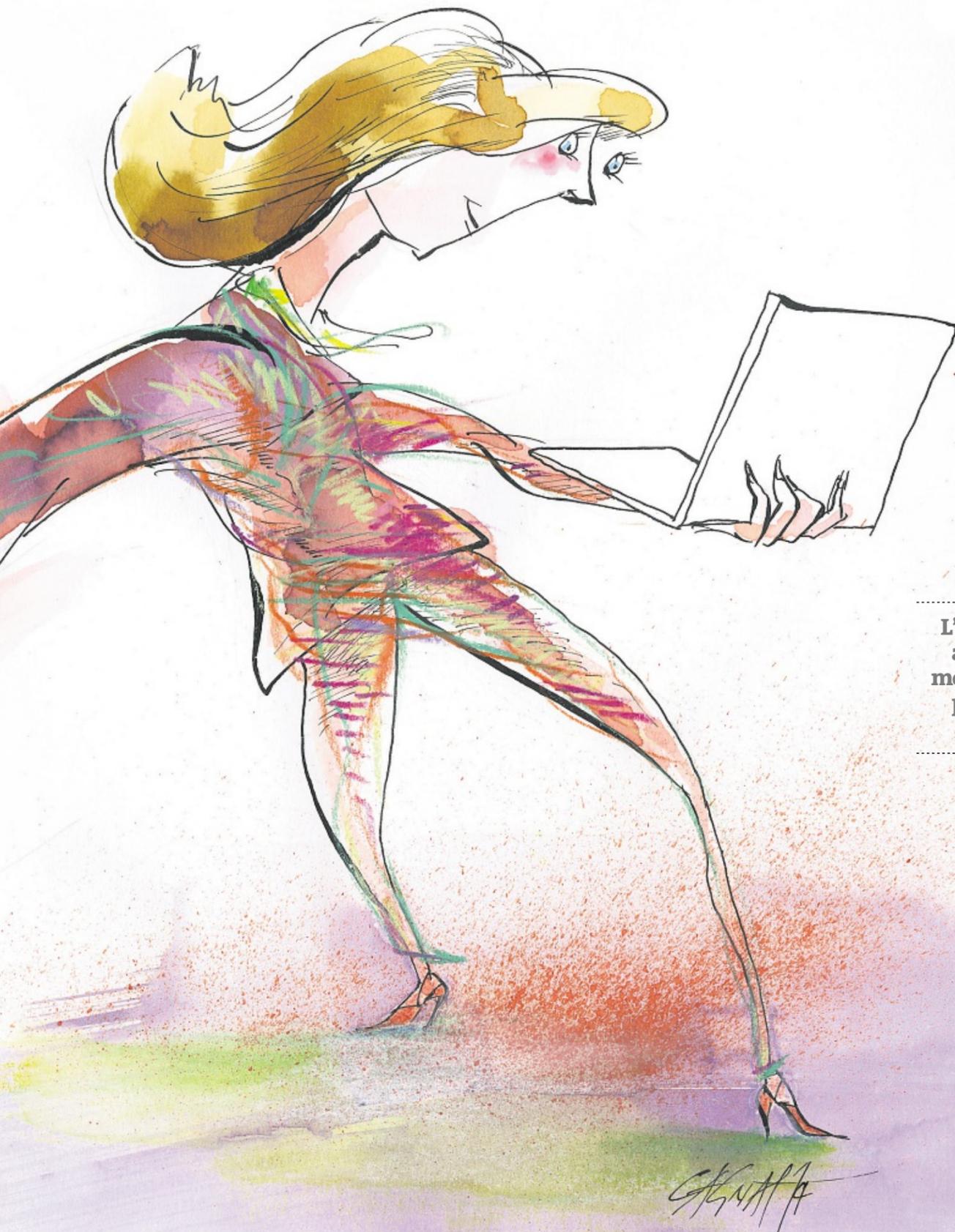
#### ME3 Erasmus Mundus

Joint Master in Management & Engineering of Environment and Energy  
me3@mines-nantes.fr

#### SNEAM

MSc in Sustainable Nuclear Engineering : Management & Applications  
sneam-admission@mines-nantes.fr





## Le latom, unique au monde

Master « International air transport operations management » | Ecole nationale de l'aviation civile, Toulouse

L'Ecole nationale de l'aviation civile (ENAC), basée à Toulouse depuis 1968, se caractérise par la grande diversité des formations qu'elle propose. « Nous sommes la seule école au monde à former à un spectre aussi large de métiers dans le domaine du transport aérien », affirme Gilles Perbost, directeur des études et de la recherche. S'ajoute à cela l'augmentation régulière du trafic aérien mondial (5 % en moyenne par an), qui se traduit par une demande forte de cadres compétents. C'est pour y répondre que l'ENAC a créé, en 2007, le master of science « International air transport operations management », alias latom.

**L'augmentation du trafic aérien mondial (5 % en moyenne par an) se traduit par une demande forte de cadres compétents**

Ce cursus forme des cadres et de futurs managers pour la construction aéronautique et ses sous-traitants, le secteur aéroportuaire et les compagnies aériennes. Les métiers vont du support client en avant-vente ou en après-vente au suivi des certifications en passant par les opérations aériennes ou la gestion de la sûreté d'un aéroport. Les cours traitent des fondamentaux du transport aérien (aérodynamique, recherche opérationnelle...), de la conception, de la fabrication et de la gestion des avions, de l'organisation des aéroports, du contrôle aérien, mais aussi de marketing, de ressources humaines, de planification ou de législation propres au transport aérien.

Destinée à des étudiants du monde entier, cette formation est entièrement en anglais. Elle s'adresse à des étudiants de niveau bac +3 ou équivalent (bachelor). Les candi-

dates viennent pour moitié de la filière ingénierie aéronautique, pour les autres de filières scientifiques. Le dernier semestre de cette formation en deux ans est consacré à un stage en entreprise, qu'un étudiant sur quatre en moyenne effectue à l'étranger. Le coût pour les deux années est de 14 000 euros pour les non-Européens et de 8 000 euros pour les Européens.

De plus en plus connu, et pour l'instant unique au monde, le master latom attire un nombre croissant d'étudiants. La sélection se durcit donc, car l'ENAC veut garder une taille raisonnable de 35 étudiants au maximum par promotion. « Depuis le début, nous avons reçu 340 candidatures et nous avons sélectionné 148 étudiants en tout, précise Joël Laitselart, responsable du master. Mais pour la dernière promotion, démarrée à la rentrée 2013, nous avons reçu 100 dossiers pour 35 places ! »

En moyenne, 75 % des étudiants viennent de pays européens, 25 % du reste du monde. L'Asie est de plus en plus représentée, Inde et Chine en tête. « Au début, beaucoup d'étudiants étaient français, alors que dans la promotion en cours nous avons dix Indiens et quatre Chinois », détaille M. Laitselart.

Quatre titulaires du master sur cinq ont un emploi en CDI au plus tard quelques mois après l'obtention du diplôme. Entre 20 % et 25 % des étudiants sont embauchés avant même la fin de la formation et un étudiant sur cinq est embauché par l'entreprise où il a effectué son stage.

Les rémunérations sont plutôt attractives : 35 000 euros brut par an en moyenne. Soit un peu moins qu'à l'issue d'une grande école d'ingénieurs, mais un peu plus que dans une filière classique. Toutefois, la formation est encore un peu récente pour savoir comment se déroule la carrière d'un diplômé latom. ■

SOPHY CAULIER

## « Etre utiles à l'élévation du niveau culturel »

Master « publics de la culture et communication », mention « stratégie du développement culturel » | Université d'Avignon

### ENTRETIEN

Le master « publics de la culture et communication », mention « stratégie du développement culturel » de l'université d'Avignon mise sur la professionnalisation depuis sa création. En 2013, le taux d'insertion professionnelle était de 100 % dix-huit mois après l'obtention du diplôme. Damien Malinas, responsable de la formation, présente les points forts de ce parcours.

**Dans quel état d'esprit le master a-t-il été créé ?**

A l'époque, en 1996, Emmanuel Ethis [président de l'université d'Avignon depuis 2007] a voulu mêler excellence académique et insertion professionnelle. Nous souhaitons être utiles à l'élévation du niveau cultu-

rel de la nation. Nous offrons aux étudiants un bon niveau scientifique et professionnel, avec 45 % d'intervenants extérieurs et l'appui des chercheurs de l'équipe « culture et communication » du Centre Norbert-Elias, rattaché à l'université, mais aussi la possibilité de faire des stages en deuxième année, et surtout de participer à des projets.

**En quoi consistent ces projets ?**

Des entreprises et des structures culturelles nous sollicitent. Des groupes d'étudiants passent des heures à travailler sur les thèmes commandés. En 2013, 23 étudiants du master 2 sont allés aux Trans Musicales de Rennes en tant que professionnels. Ils travaillent sur les produits dérivés du festival. On leur apprend à être responsables. Nous avons de nombreux autres partenariats, avec le Festival de Cannes et le MuCEM, à

Marseille, par exemple, mais aussi le musée du Quai-Branly, le Louvre ou encore les cinémas Pathé.

**Jusqu'à où accompagnez-vous les étudiants sur le plan professionnel ?**

Dès le master 1, les étudiants peuvent choisir de suivre trois séminaires, dont un sur la création d'entreprise. On leur demande aussi de penser leur CV, de ne pas hésiter à mélanger connaissances et compétences, car elles sont complémentaires. On vient de mettre en place des cours de management et des parainages avec des professionnels afin qu'ils gèrent leurs entretiens.

**Quelle place donnez-vous aux échanges internationaux ?**

Nous avons rapidement souhaité obtenir des partenariats avec des universités étrangères afin que le master soit reconnu dans plu-

sieurs pays, comme au Canada et en Angleterre. Le service international de l'université nous soutient. Le fait que nos propres recherches, à nous enseignants-chercheurs, et celles du laboratoire soient publiées dans plusieurs pays nous aide beaucoup.

**Cette formation d'excellence est-elle ouverte à tous ?**

Nous avons 500 candidatures pour 35 places en première année. Les étudiants sont avant tout recrutés sur un projet. Nous cherchons des gens motivés et optimistes. La moitié de nos étudiants sont boursiers, et ils sont souvent en contrat de travail. Et c'est un vrai succès, puisque le taux d'insertion professionnelle est de 95 % à six mois de l'obtention du diplôme, et de 100 % à dix-huit mois. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
LAURA LEQUERTIER

INTÉGREZ UNE GRANDE ÉCOLE  
DE MANAGEMENT MULTI-ACCREDITÉE  
VIA LES CONCOURS ECRICOME  
TREMLIN

1 INSCRIPTION, 3 ÉCOLES,  
1450 PLACES\*

\* 580 places pour le concours TREMLIN 1, 870 places pour le concours TREMLIN 2

CONCOURS  
ECRICOME  
TREMLIN  
APRÈS  
BAC+2/BAC+3/BAC+4

ICN  
Business School  
NANCY-METZ

KEDGE  
BUSINESS SCHOOL  
CREATED BY BEN L. EXPANDED MANAGEMENT

NEOMA  
BUSINESS SCHOOL  
Fusion de Reims MS et Rouen BS

ECRICOME  
VISER PLUS HAUT

ecricome.org

## « Un droit de niche qui constitue un atout »

Master « droit de la santé », spécialité « droit des industries des produits de santé » | Université Paris-Descartes

### ENTRETIEN

**M**arguerite de Causans, 24 ans, est diplômée du master « droit de la santé », spécialité « droit des industries des produits de santé » de l'université Paris-Descartes.

#### Quel est votre parcours ?

Avant de rejoindre le master « droit des industries des produits de santé », en 2012, j'ai étudié à Sciences Po Paris et me suis spécialisée en droit les deux dernières années. Ma formation concernait le droit des affaires généraliste, mais les stages que j'avais effectués ne m'avaient pas permis de me décider pour une voie professionnelle.

En préparant le barreau, je me suis penchée sur le droit des personnes et le statut du corps humain ; cela m'a attirée. J'ai présenté ma candidature au master durant l'été 2012 et passé le barreau de septembre à décembre. J'ai pu intégrer le M2 comme projet personnel individualisé du barreau, et j'ai suivi mon stage à l'Assemblée nationale, auprès d'un député s'intéressant aux questions de santé publique et de protection des victimes.

J'ai achevé mon master en mai 2013 et poursuivi avec un second stage de recherche en droit de la santé à Washington, une opportunité proposée par le M2. Actuellement, je termine les cours à l'École de formation du barreau tout en poursuivant un stage dans un cabinet anglo-saxon généraliste en droit des affaires, dont une petite partie des avocats est spécialisée en contentieux pharmaceutique, un domaine dans lequel je souhaiterais exercer.

#### Que vous a apporté l'année de master ?

Elle m'a permis de comprendre les problématiques du secteur de la santé, de connaître les institutions, mais aussi le mode de classement des médicaments. Le M2 comporte des enseignements sur l'économie de la santé, l'organisation du système de santé, les autorisations de mise sur le marché, des modules de management en gestion et communication de crise, et de nombreux cours de droit. J'ai apprécié la diversité des intervenants, qui sont des pharmaciens d'hôpitaux, des responsables de laboratoire, des avocats spécialisés, des professeurs de droit, des fonctionnaires de l'Agence nationale de sécurité du médicament... Nous avions aussi un excellent enseignant d'anglais – la maîtrise de la langue est importante dans le

milieu professionnel. La spécialité de ce master est un droit de niche, cela constituera un atout pour ma recherche d'emploi. Je pourrai cibler un petit nombre de cabinets spécialisés et reconnus.

#### Vous créez actuellement une association d'anciens du M2. Pourquoi ?

Au moment de candidater au master, j'ai trouvé peu d'informations sur Internet. Or il est important de pouvoir contacter d'anciens diplômés pour se renseigner. De plus, comme la majorité des étudiants suivent le master en alternance, les anciens peuvent donner des pistes de contrats d'apprentissage. En fait, j'ai remonté, en octobre 2013, une association qui n'était plus active, avec des diplômés de promotions et d'horizons divers : j'ai côtoyé durant un an des pharmaciens, des diplômés de droit, un historien, une diplômée d'école de commerce, une infirmière...

Ce master peut mener à la recherche – deux étudiants ont fait un mémoire. Quelques diplômés de ma promotion se destinent au barreau, les autres rejoindront des entreprises pharmaceutiques ou de biotechnologie. Les débouchés sont nombreux, ils existent aussi dans les agences de santé et des associations. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CORALIE DONAS



## L'agriculture européenne mise en lois

Master « droit européen », spécialité « droit de l'agriculture et des filières agroalimentaires » | Paris-I-Panthéon-Sorbonne

**L**es ambitions de la plupart des étudiants en droit se tournent plutôt vers les masters de droit privé, droit des affaires ou de la finance... Marie, elle, a opté pour un master de droit européen, spécialité « droit de l'agriculture et des filières agroalimentaires » à Paris-I-Panthéon-Sorbonne. Pour cette jeune fille, qui a différé son entrée à l'École de formation du barreau et n'avait pas d'attaches rurales, le choix était stratégique : ce master est méconnu, et les autres masters 2 (M2) étaient pris d'assaut. Son choix lui permettrait d'être admise et lui faciliterait l'entrée dans la vie professionnelle.

Kathleen est attirée par les expériences vécues. Conduire un tracteur dans une coopérative agricole, ramas-

ser des tomates, fabriquer du miel dans une ferme en France ou ailleurs... Déjà un M2 de droit du commerce international en poche, cette Rochelaise engagée dans la protection de l'environnement souhaitait apporter un cadre théorique à ses expériences.

#### Étape avant le notariat rural

Quant à Christelle, originaire de l'Oise, où ses parents ont une exploitation agricole, son M1 de droit privé et sciences criminelles ne pouvait entièrement la combler. Ce master serait pour elle une étape cruciale avant le notariat rural.

Les responsables du M2 professionnel de droit européen, spécialité droit de l'agriculture, sélectionnent chaque année une douzaine d'étudiants sur

lettre de motivation. Les postulants doivent y démontrer leur intérêt pour les questions agricoles. Le M2 offre une entrée fonctionnelle et juridique dans le secteur. L'approche européenne et théorique permet une vision élargie, à laquelle contribue l'intervention de professionnels de tous horizons : conseillers à la Cour de cassation, juristes à la Commission européenne, membres du syndicat FNSEA, intervenants du ministère des affaires étrangères ou de l'agriculture...

Le master requiert réflexion, réactivité et sens critique. Mais son parcours en alternance facilite les échanges sur des cas pratiques – trois jours sur le lieu de stage et deux jours et demi à l'université. Au cours du cursus, les semaines sont bien remplies.

Sans compter les dossiers à remettre et les examens ponctuels. Mais le cadre de la Sorbonne, les relations entre étudiants et l'accompagnement du responsable rendent supportable un emploi du temps exigeant.

Aujourd'hui, après quelques passages à la Commission européenne, Kathleen travaille pour une association qui défend l'agriculture biologique à Bruxelles. Elle caresse le projet d'exploiter une ferme en bio, tout en faisant du conseil en droit rural. Marie est désormais avocate dans le cabinet spécialisé en droit rural où elle a effectué son stage. Et Christelle est en école de notariat pour encore un peu plus de deux ans. Elle envisage l'achat d'une charge de notaire en province. ■

MATHIAS HOSXE

## Devenir scénariste, un rêve qui peut se réaliser

Master « scénario et écriture audiovisuelle » | Université de Paris-Ouest-Nanterre

**U**n conte de fées. C'est ce qu'a vécu Max (son nom a été changé) grâce au master professionnel 2 « scénario et écriture audiovisuelle » de l'université Paris-Ouest-Nanterre. Max s'est vu acheter son projet de fin d'études – un scénario – par une maison de production. Cerise sur le gâteau, celle-ci a choisi un réalisateur qui génère des millions d'entrées au cinéma (son nom ne peut être divulgué tant que la production n'est pas officialisée).

Max s'estime donc très chanceux. Cette chance, il la doit en grande partie à son entrée, en 2009, dans ce cursus de master 2 (M2). Il était alors titulaire d'un premier master en audiovisuel.

Comme lui, 120 étudiants titulaires d'un master 1 (M1) ont postulé. Tous ont été convoqués pour un concours écrit de cinq heures. Sujet imposé (situation, citation ou document visuel), pour lequel les candidats doivent développer un synopsis de trois pages, ainsi que des scènes dialoguées. Selon le directeur du master, Fabien Bouilly, cette première phase permet de saisir immédiatement un potentiel.

Ensuite, parmi 24 sélectionnés, Max a passé un oral. Il a présenté brièvement et de façon captivante le projet de scénario qu'il aimerait poursuivre durant son M2. Son désir d'écriture et le potentiel cinématographique du projet ont été jugés. Ainsi que sa capacité d'intégration à un groupe d'étudiants.

« Pour réussir les concours : écrire, écrire, et encore écrire... »

Fabien Bouilly  
directeur du master

Max a répondu aux critères par son univers et son sens de l'écriture. Il a donc fait partie des 12 élus.

« Écrire, écrire, et encore écrire... », c'est le conseil que donne Fabien Bouilly pour réussir le concours d'entrée. Et c'est ce que feront les étudiants du M2 un an durant. Ils suivront des enseignements théoriques prodigués par des universitaires. Ainsi que des cours pratiques (sous la forme d'ateliers d'écriture en petits groupes) délivrés par des profession-

nels de l'écriture audiovisuelle. Le master organisera des rencontres avec des auteurs de films, de séries, des visites, au Centre national du cinéma notamment, ou encore au Festival de scénario de Valence, dont la promotion rédige le blog pendant l'événement.

Les étudiants feront également un stage de trois à six mois (comme auteurs assistants ou lecteurs) et termineront l'année avec un scénario d'une centaine de pages, présenté à un jury.

C'est durant cette présentation que le travail de Max a fait mouche. S'ensuivront deux propositions différentes de production et d'achat. Un résultat inespéré.

Le M2 forme aux notions de dramaturgie des étudiants qui, pour 80 % d'entre eux, travailleront de près ou de loin dans l'univers du scénario. Ils deviendront lecteurs (professionnels chargés de la validation des scénarios) en société de production ou pour des chaînes de télévision, auteurs pour des formats télévisés plus ou moins longs, ou, plus rarement certes, comme notre héros, Max, scénariste de film grand public. ■

M. Ho.

### FORMATIONS AUX MÉTIERS DU CINÉMA, DU SON & DU FILM D'ANIMATION



3 ans d'études

4<sup>ème</sup> année optionnelle à New York

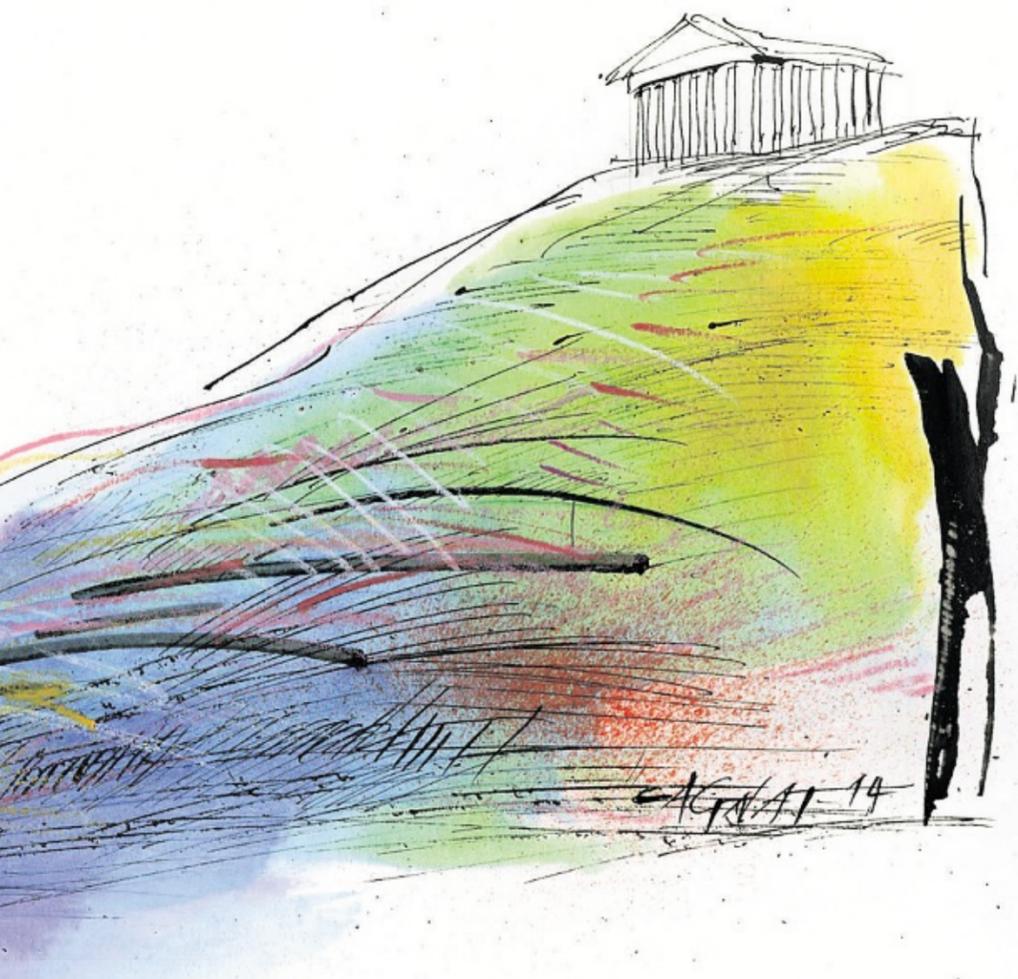
3 diplômes visés par l'Etat à BAC +3

JOURNÉES PORTES OUVERTES  
LES 19, 20 ET 22 MARS

PARIS ESRA  
ÉCOLE SUPÉRIEURE DE RÉALISATION AUDIOVISUELLE  
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR TECHNIQUE PRIVÉ

www.esra.edu

135, avenue Félix Faure - 75015 Paris - M8 Lourmel



## Continuer à étudier la tragédie latine au XXI<sup>e</sup> siècle

Master « antiquité et du Moyen Age », spécialité « lettres classiques » | Bordeaux-III

Dès le collège, Marjolaine Saby s'est passionnée pour l'étude du latin et du grec. Actuellement inscrite en deuxième année du master « sciences de l'Antiquité et du Moyen Age », spécialité « lettres classiques », à l'université Bordeaux-I, elle a décidé, avec l'aval de son directeur, que son mémoire porterait sur les tragédies de Sénèque. « Il existe déjà de nombreuses études poussées sur la tragédie grecque, il me semblait que la tragédie latine était moins étudiée, confie cette étudiante âgée de 24 ans. Cela a encouragé mon choix pour ce sujet, qui a été validé par mon professeur. »

Marjolaine a démarré son parcours dans le supérieur par une licence de philosophie. « Nous nous spécialisons très vite à l'université, remarque-t-elle. Comme je n'avais pas, au départ, de projet professionnel déterminé, je me suis ménagé une étape intermédiaire. » Sa licence en poche, elle bifurque vers le parcours de lettres classiques qu'elle intègre en deuxième année de licence : « J'aurais pu entrer en L3, mais je ne voulais pas manquer des étapes. »

Au cours de cette dernière année de master qu'elle effectue en ce moment, elle apprécie beaucoup la liberté de son emploi du temps, qui lui permet de mener les recherches pour son mémoire et d'avancer dans sa rédaction. Elle suit un séminaire par semestre, de deux fois douze heures chacun, en littérature latine et littérature grecque, ainsi qu'un cours d'espagnol, qui se déroule durant le premier semestre de chacune des deux années du master.

Le cursus de sciences de l'Antiquité et du Moyen Age est rattaché à l'institut de recherche Ausonius, une unité mixte de recherche du CNRS, qui rassemble des historiens, des historiens de l'art et des spécialistes des textes anciens. « Cela permet aux étudiants de lettres de découvrir pendant leur formation des champs disciplinaires et des méthodes de recherche qu'ils ne connaissent pas, explique Sophie Gotteland, professeur de langue et de littérature grecques, responsable du master. C'est l'approche des classical studies pratiquée dans les pays anglo-saxons, qui dépasse les cloisonnements disciplinaires français. »

Une pluridisciplinarité qu'apprécie Marjolaine Saby. « Je suis habituée à travailler dans une bonne ambiance, les effectifs en lettres classiques sont réduits et les classes plus soudées que dans d'autres cursus, assure-t-elle. Mais c'est bien de fréquenter des étudiants d'autres spécialités. Le master propose une vraie souplesse, car les professeurs adaptent toujours leurs cours à la variété des profils des étudiants, qu'ils soient hellénistes, latinistes, historiens, archéologues... Ensuite, chaque étudiant présente son travail dans sa spécialité : par exemple, en cours de littérature latine, les littéraires étudieront le texte, tandis que les historiens commenteront le côté historique. »

**« Nous adoptons l'approche des "classical studies" pratiquées dans les pays anglo-saxons, qui dépasse les cloisonnements disciplinaires français »**

Sophie Gotteland  
responsable du master

La jeune femme peut profiter des équipements du laboratoire Ausonius et notamment de sa bibliothèque, « très silencieuse et très fournie ». Elle reconnaît travailler beaucoup, la semaine, le week-end et les soirées, mais parvient, en s'organisant, à se réserver des moments de détente. Comme elle vise le concours de l'agrégation, elle suit en outre des cours de version latine et grecque, pour continuer à s'exercer.

« Les étudiants se destinent majoritairement aux concours de l'enseignement et à la recherche, commente Sophie Gotteland. Au-delà des unités d'enseignement imposées dans la maquette du master, ils sont libres de suivre d'autres séminaires pour s'entraîner ou pour creuser des connaissances en lien avec leurs recherches ou leurs centres d'intérêt, en numismatique, épigraphie, histoire ancienne romaine. »

CORALIE DONAS

## Un mastère spécialisé pour rehausser son CV

Sur un marché de l'emploi tendu, les formations post-masters permettent de jouer la carte de l'expertise ou de la polyvalence

Trois grandes questions se posent à un jeune diplômé en master désireux de s'orienter vers une spécialisation afin d'intégrer plus favorablement un milieu professionnel. Un cadre diplômé déjà inséré dans une entreprise peut y être également confronté.

### A qui s'adressent les mastères spécialisés ?

Devenir manager dans l'industrie pharmaceutique après des études de chimie. Se spécialiser dans la sécurité informatique avec un diplôme d'ingénieur. Ou, dans la foulée d'une école de commerce, intégrer le milieu très spécifique de la gestion culturelle. L'expérience est évidemment la première piste pour envisager ces hypothèses. Mais, depuis 1986, la Conférence des grandes écoles (CGE) en propose une autre. Beaucoup de ses membres proposent des « mastères spécialisés » (MS). Labellisé par la CGE, positionné à bac + 6, le MS correspond à des formations d'un an, composées de 350 heures de cours au minimum, d'un stage de quatre mois et de la soutenance d'une thèse professionnelle.

Dans des secteurs aussi variés que l'audit, les télécommunications, l'agroalimentaire ou l'édition, ces formations visent à donner une impulsion de carrière à des cadres ou de jeunes diplômés de master. « Nos promotions, explique Françoise Dobler, responsable de ces cursus à Grenoble-Ecole de management, accueillent un grand nombre de scientifiques qui veulent accéder à des missions transversales en marketing, en finance ou dans les achats, par exemple. Un mastère spécialisé leur apporte les connaissances nécessaires sur l'entreprise et son fonctionnement. »

Vecteurs d'une double compétence, les MS sont aussi le moyen de se doter d'une expertise en pointe sur le marché. « Nos mastères spécialisés couvrent l'ensemble du

cycle de vie de l'avion, certains se focalisant sur le stade de la conception, d'autres sur la maintenance ou sur le service client, détaille Didier Delorme, directeur des formations à l'Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace (ISAE). Il s'agit de répondre à des enjeux industriels précis, comme les besoins importants dans le domaine de la production d'avions civils, avec la spécialité "Advanced manufacturing processes for aeronautical structures". »

### Quelles garanties d'insertion donne-t-il ?

Il existe actuellement 418 mastères spécialisés. Derrière ce chiffre, stable d'une année sur l'autre, l'offre se remodèle très vite : en 2013, alors que 33 programmes ont été créés, 27 ont fermé leurs portes. C'est aux écoles que

### Vecteurs d'une double compétence, les « MS » sont aussi le moyen de se doter d'une expertise en pointe sur le marché

revient l'initiative de nouvelles spécialités, selon les tensions qu'elles identifient dans leur bassin d'emploi ou les compétences que leur réclament leurs partenaires industriels. L'ISAE s'appuie, entre autres, sur un conseil de pilotage intégrant des groupes comme Dassault et Thalès.

Les dossiers passent ensuite devant une commission d'accréditation de la CGE : « Nous évaluons le soutien que les entreprises apportent au cursus, commente Alain Storck, son président. Sont-elles prêtes à s'y engager ? Y trouvent-elles un marché potentiel ? Nous nous penchons aussi sur la procédure de sélection des candidats, ainsi que sur le pourcentage de professeurs permanents qui devraient participer. »

La première accréditation ne vaut que pour un an, puis doit être renouvelée tous les trois ans. Si tous ces filtres sont gages de sérieux, cela n'épargne pas au candidat une sérieuse étude de marché pour évaluer la plus-value réelle d'un cursus complémentaire, en fonction de son profil et de ses objectifs.

### Comment choisir un mastère spécialisé ?

Pour ajouter un bac + 6 sur son CV, il faut pouvoir déboursier entre 6 000 et 20 000 euros. Un investissement qui demande réflexion, juge Laurent Blanchard, directeur exécutif senior chez Page Personnel. « L'intérêt d'un mastère spécialisé varie beaucoup suivant les postes que nous avons à traiter et la reconnaissance de l'école où il a été suivi. » Il s'agit donc de bien mettre en relation la cohérence de son projet avec l'identité de l'école et son environnement.

Au-delà des taux d'insertion affichés par un MS, il convient de consulter les fonctions occupées par les anciens. Car il ne s'agit plus tant de décrocher un poste, objectif qui permet en principe le bac + 5 précédemment suivi par le candidat, que de se positionner sur des viviers d'emplois innovants ou de réussir une reconversion. La formation a-t-elle bien donné ce sésame à ses premières promotions, ou les étudiants ont-ils dû revenir à leur métier d'origine ?

Par ailleurs, bien que le MS soit un label « made in France », de plus en plus de programmes ouvrent leur horizon en organisant des séminaires à l'étranger, en nouant des partenariats et en internationalisant leur recrutement. Certains se sont même convertis à l'anglais. Un critère « décisif », selon Laurent Blanchard. Encore minoritaire dans l'offre de mastères spécialisés, l'alternance est un dernier atout à ne pas négliger : tremplin professionnel, c'est aussi un moyen de financer la totalité des études. ■

AURÉLIE DJAVADI

# CREATE

(Créez) le parcours spécialisé qui découplera vos opportunités.



### Les programmes spécialisés de KEDGE Business School :

- 13 FORMATIONS MS ou MSc Bac+5/+6
- DES EXPERTISES RECHERCHÉES : Achats, Gestion des Risques, Supply Chain, Ingénierie d'Affaires, International Business, Finance, Marketing, Transport International & Maritime, Management par la Qualité, Vins & Spiritueux, Patrimoine & Immobilier, Sport-Event, Design ...
- 4 CAMPUS : Bordeaux, Marseille, Toulon, Paris

Créez votre profil personnalisé sur [kedgebs.com](http://kedgebs.com)

facebook.com/kedgebs @kedgebs

KEDGE Business School est une nouvelle école née de la fusion des Grandes Ecoles BEM & Euromed Management. Elle a pour ambition d'être une référence mondiale de l'éducation et de faire de vous les leaders créatifs et responsables de demain.



**KEDGE**  
BUSINESS SCHOOL

CREATED BY BEM & EUROMED MANAGEMENT

# L'alternance, le must

Les étudiants en master ayant choisi la voie de l'alternance ont tout bon : ils financent leurs études, sont quasiment assurés de trouver un emploi, et s'insèrent plus rapidement dans le monde de l'entreprise

**L**es diplômés de master comptent parmi les mieux lotis en matière d'insertion professionnelle. Trente mois après leur sortie, neuf sur dix sont en emploi, comme le montre l'enquête du ministère de l'enseignement supérieur sur la promotion 2010, publiée en décembre 2013. Et la proportion est encore plus grande dans des filières telles que les sciences de l'ingénieur, le droit, les mathématiques ou l'informatique, qui affichent des taux voisins de ceux des grandes écoles. Le haut niveau de la formation, et, surtout, le stage de six mois en entreprise qu'impose le cursus master sont autant d'arguments auprès des recruteurs.

Pour les diplômés qui ont choisi la voie de l'alternance, les chiffres sont encore plus favorables : dans ce cas, on frise le plein-emploi, et l'insertion est plus rapide. Les rares qui ne soient pas en poste ont presque tous opté pour une poursuite d'études (en doctorat, notamment) ou la réalisation d'un projet personnel, voire une pause dans leur carrière. La plupart des ex-apprentis n'ont guère de difficulté à décrocher un job, que ce soit au sein de leur entreprise d'accueil ou ailleurs.

## « L'apprentissage a changé d'image, en particulier pour les hauts niveaux de qualification »

Michel Deneken

vice-président de l'université de Strasbourg

Mais même si le bénéfice qu'il procure n'est pas énorme en matière d'insertion, l'apprentissage en master est loin d'être dénué d'intérêt. Par rapport à un cursus dit traditionnel, il offre plusieurs avantages supplémentaires. « L'alternance constitue une modalité pédagogique particulière, qui permet à l'étudiant d'appliquer directement ce qu'il a appris », déclare Nathalie Drach-Temam, vice-présidente de l'université Pierre-et-Marie-Curie (UPMC). Un peu moins de théorie, davantage de pratique : la formule convient mieux à certains profils.

Deuxième attrait de cette formation : l'étudiant y acquiert une connaissance approfondie de l'entreprise, de son fonctionnement et de ses rouages. « En deux années, il a l'occasion de développer une véritable culture professionnelle », assure Frédéric Toumazet, vice-président enseignements et professionnalisation à l'université Paris-Est-Marne-la-Vallée (UPEM), la fac qui compte le plus fort taux d'apprentis en France (plus de 20 %). « Avoir un pied dans l'entreprise me permet d'acquérir une vraie expérience, de côtoyer chaque jour des professionnels et de mieux comprendre comment fonctionne leur métier », constate ainsi Pauline Chemitlin, 23 ans, en contrat d'apprentissage dans le cadre de son master 2 « juriste d'entreprise » à l'université

Toulouse-I-Capitole. A la sortie, j'aurai une année d'expérience professionnelle. Ce sera un atout important sur mon CV au moment de l'embauche. »

Les entreprises, du reste, ne s'y trompent pas : nombre d'entre elles accordent un « coup de pouce » à l'embauche, en termes de progression de carrière (et de rémunération), aux titulaires d'un master issu de l'apprentissage. Chez Mazars, par exemple, ils sont recrutés directement en tant qu'« assistants 2 », et on les crédite d'emblée d'une année d'expérience. « Ce sont des profils plus matures et qui arrivent mieux armés lors des entretiens », expli-

que Olivia de Faÿ, responsable recrutement et relations écoles au cabinet.

Enfin, l'alternance permet de financer ses études. Un point important, surtout dans cette période de crise. Et qui s'avère particulièrement intéressant dans le cas de certaines formations onéreuses, comme les écoles de management : l'étudiant est en effet rémunéré, et voit en outre ses frais de scolarité intégralement pris en charge.

Rien d'étonnant, dans ces conditions, si la formule rencontre un succès croissant – non seulement auprès des étudiants, mais aussi auprès des entreprises, attirées par la perspective de « tester » en situation des recrues potentielles sur une durée d'une ou deux années. « Cela correspond à une évolution de la société : l'apprentissage a changé d'image, en particulier pour les hauts niveaux de qualification », observe Michel Deneken, premier vice-président de l'université de Strasbourg. Nombre d'universités s'efforcent donc d'offrir davantage de places. C'est le cas à l'UPMC, qui aligne désormais six spécialités de master en alternance, et prévoit d'en monter de nouvelles. L'École nationale de l'aviation civile, qui a ouvert cette année une filière d'ingénieurs aéronautiques à Montpellier, a reçu plus de 450 candidatures pour 25 places et envisage de lancer d'autres cursus en province. A Strasbourg, le développement de l'apprentissage en master est l'une des priorités de l'université.

Reste pourtant un hic, de taille : l'engagement financier des collectivités locales, lui, n'est pas toujours à la hauteur des attentes. Soumises à des contraintes budgétaires croissantes, nombre d'entre elles se montrent aujourd'hui hésitantes. « Les régions, qui supportent une bonne part du coût de l'apprentissage, ne souhaitent pas forcément aller plus loin », observe Frédéric Toumazet. Certaines préfèrent porter leurs efforts sur d'autres publics, moins qualifiés. ■

JEAN-CLAUDE LEWANDOWSKI



A Lyon, l'Idrac, une école de commerce et de management, propose des parcours de master en alternance. E. SOUDAN/ALPACA/ANDIA.FR



**École Pratique des Hautes Études**  
Patis Saint-Jacques, 4-14 rue Ferrus – 75014 Paris  
Tél. : 01 53 63 61 59  
www.ephe.fr

**Enseignement et formation à la Recherche**

**Sciences de la Vie et de la Terre**  
**Sciences Historiques et Philologiques**  
**Sciences Religieuses**

- Diplôme EPHE
- Master Biologie Santé Ecologie  
Signalisation et Systèmes intégrés en Biologie  
Environnement et Gestion de la Biodiversité  
Systèmes complexes : Cognitions Naturelle et Artificielle  
Psychologie de la Cognition
- Master Sciences historiques, philologiques et religieuses  
Sciences des religions et sociétés  
Études européennes, méditerranéennes et asiatiques
- Études Doctorales
- Diplôme post-doctoral
- Habilitation à diriger des recherches

Toutes nos formations sont accessibles au titre de la formation continue




Institut d'étude  
du développement économique et social  
**iedes @ univ-paris1.fr**

**Études du développement**  
MASTER & DOCTORAT

Formations de haut niveau aux métiers de la coopération internationale et à la recherche sur le développement

**Sciences Humaines et Sociales**  
Spécialités professionnelles M1-M2

- ▶ Développement social : travail, formation, santé
- ▶ Développement local : acteurs sociaux et dynamiques spatiales
- ▶ Crises : interventions d'urgence et actions de développement

**M2 Recherche**

- ▶ Sociétés en développement : recompositions politiques, mobilités et territoires

**Doctorat de sciences sociales**

**Économie et Gestion**  
Spécialités professionnelles M1-M2

- ▶ Développement agricole et politiques économiques
- ▶ Expertise économique des politiques et projets de développement (EPOLPRO) : ouverture à la Formation continue en partenariat avec le Centre international de formation de l'Organisation internationale du travail (CIF-OIT)

**Doctorat de sciences économiques**

**Candidature en ligne sur SESAME :**  
**www.univ-paris1.fr - rubrique IEDES**  
à partir d'avril 2014

IEDES, Campus de Nogent  
45 bis, av. de la Belle Gabrielle - 94736 Nogent sur Marne Cedex  
<http://www.univ-paris1.fr/ufri/iedes>



2014  
2015

# Universités versus grandes écoles

Alors que des universités se professionnalisent, les grandes écoles proposent des matières traditionnellement universitaires. La concurrence entre les deux systèmes se fait plus directe que jamais

**L**es masters des universités se professionnalisent. Lentement mais sûrement. Les responsables des cursus créent des partenariats avec des entreprises, recrutent des vacataires, encouragent les étudiants à faire des stages (parfois même à l'étranger), organisent des rencontres professionnelles et investissent dans du matériel. « Les grandes écoles ont deux avantages: le sentiment d'appartenance de leurs

management international » de l'université Panthéon-Assas (Paris-II). C'est également le cas du master « finance de marché et gestion de portefeuille » de l'université d'Auvergne, du master « communication » de l'université de Bourgogne, et du master « mathématiques appliquées » de l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI).

Les masters universitaires connaissent un succès croissant auprès des employeurs qui cherchent de jeunes talents dans le marketing, le commerce, la communication et le management. C'est-à-dire dans des domaines qui, il n'y a pas si longtemps, étaient l'apanage des écoles. Un phénomène que ce président d'université, qui a préféré rester anonyme, explique très bien. « Les directeurs des ressources humaines et les patrons me disent tous qu'ils recrutent de plus en plus d'universitaires. Pourquoi? Parce que ces étudiants savent qu'ils doivent faire leurs preuves. Les étudiants qui sortent des écoles n'ont pas cette modestie. Ils veulent tout de suite être chef de projet avec le salaire correspondant. »

Ce qui est vrai dans un sens l'est aussi dans l'autre. De plus en plus de grandes écoles comme l'EM-Lyon, HEC ou encore Toulouse Business School proposent des masters pluridisciplinaires qui mêlent le commerce ou le management et le

droit, une matière traditionnellement enseignée à l'université. « Les grandes écoles s'inspirent des universités », reconnaît Philippe Jamet, président de la Conférence des grandes écoles (CGE). Notamment en ce qui concerne l'ouverture sociale et la recherche. Mais attention, la recherche en école a ses spécificités. Elle n'est pas une recherche tous azimuts mais une recherche technologique [qui concerne les outils, par opposition à la recherche académique des universités] qui porte sur des sujets propres à l'école. »

Chacun des deux systèmes est en quête de ce qui fait le succès de l'autre. Si bien que la concurrence entre eux est plus directe que jamais. Le Rubicon a été franchi pour de bon en septembre 2012, quand l'École des hautes études appliquées, la première école privée de droit français, a vu le jour à Paris. Les masters qu'elle propose sont très différents de ceux des facultés. Ils sont à la fois pratiques et ouverts à d'autres domaines que le droit – la finance, la comptabilité, l'économie.

Mais il y a plus étonnant encore que l'exemple du droit: le cursus de master d'art en grande école. Joëlle Lagier est responsable du tout nouveau master de la NEOMA Business School de Rouen intitulé « Master of Science in Arts Management ». Selon elle, universités et grandes écoles sont parfaitement

complémentaires. « Certes, étudier l'art dans une école est quelque chose de relativement nouveau, observe-t-elle. Mais le master que nous proposons est moins un master en histoire de l'art qu'un master en management. Notre but n'est pas de concurrencer, mais bien au contraire de compléter les formations des universités, établissements desquels la grande majorité de nos étudiants, d'ailleurs, provient. » Un argument qui, selon de nombreux universitaires, en dit long sur la prétention des grandes écoles.

Cette guerre, même douce, peut être lourde de conséquences. Universités et grandes écoles ont tout intérêt à se diriger, main dans la main, vers le marché international. Selon Philippe Jamet, de la CGE, l'étudiant est le grand gagnant. « Les formations ont toujours été en compétition pour recruter les meilleurs élèves, explique-t-il. Cette compétition est une bonne chose dans le sens où elle tire la qualité de l'offre vers le haut. Prenons l'exemple du commerce. Il y a une quarantaine d'écoles et peut-être une trentaine d'instituts d'administration des entreprises. La compétition n'est pas tout à coup symétrique parce que les unes sont payantes et pas les autres. Mais, dans cette compétition, un master de mauvaise qualité disparaît. »

MARTIN RHODES

**Le Rubicon a été franchi en septembre 2012, quand l'École des hautes études appliquées, la première école privée de droit français, a vu le jour à Paris**

étudiants et un réseau d'anciens vieux de quarante ans. Celui des universités a tout juste une dizaine d'années », compare Jean-Loup Salzmann, à la tête de la Conférence des présidents d'université (CPU). Le retard est progressivement rattrapé. Du point de vue des employeurs, de nombreux masters rivalisent d'ores et déjà avec ceux des grandes écoles comme HEC ou l'ESSEC. C'est le cas du master 2 « commerce et

## Repères

**520 000 étudiants** étaient inscrits en master à l'université, en 2012-2013.

**125 000 élèves** étaient inscrits en cycle ingénieur dans une école, la même année.

**103 000 jeunes** étaient inscrits dans des écoles de commerce et de gestion du « groupe I » (reconnues par l'Etat et dont au moins l'un des diplômes est visé par le ministère de l'enseignement supérieur).

**Diplôme national**, le master se prépare en deux ans après la licence. Il correspond à 120 crédits. Seules les universités peuvent le délivrer.

**Certaines écoles** sont habilitées à délivrer un diplôme ayant le grade de master. C'est le cas de la plupart des grandes écoles.

**Le mastère spécialisé** est un label créé par la Conférence des grandes écoles. Positionné à bac +6, le « MS » correspond à des formations de spécialisation d'un an.

## Littéraires, visez la Toile!

Bonne plume, culture générale, capacités d'analyse... Des masters apprennent aux amoureux de la littérature à séduire les entreprises

**E**t si Internet ouvrait aux passionnés d'écriture et de stylistique les portes des entreprises? A l'université de Reims, le master « gestion multilingue de l'information » relève ce pari depuis 2007. Recrutant chaque année une quinzaine d'étudiants en lettres, langues ou philosophie, il les prépare à la gestion de projets Web.

« Internet, c'est le monde du verbe », précise Prisca Perani, responsable du cursus. Il ne s'agit pas de les transformer en techniciens mais de leur donner le bagage nécessaire pour travailler avec les informaticiens. » Pour vendre leurs produits, les entreprises doivent se démarquer sur la Toile et soigner de plus en plus les contenus de leurs sites. Elles recrutent donc des experts du marketing Web qui les aident à être référencées par les moteurs de recherche et à retenir l'attention des internautes.

Des postes sur lesquels la polyvalence des diplômés rémois fait mouche: 85% d'entre eux s'insèrent en six mois dans des agences Web, des institutions ou de grands groupes, souvent en CDI. Un ancien est chef de projet à Disney Télévision, un autre a rejoint la communication de la Caisse d'épargne, un autre encore est contrôleur documentaire chez Oberthur Technologies.

Loin d'être un cas isolé, ce mariage des lettres et du numérique est aussi couronné de succès à Poitiers, où le cursus en Web éditorial fête ses 13 ans, et à l'université de Strasbourg, avec un bac +5 reconnu en création de sites Web multilingues. Une tendance qui ébranle bien des clichés sur les littéraires.

D'ailleurs, la dernière enquête du ministère leur reconnaît un taux d'insertion de 86% trente mois après un master, et montre qu'ils ne visent pas seulement l'éducation et/ou le secteur culturel. Parmi les spécialités en pointe,

on trouve les langues étrangères appliquées (LEA), une filière créée dans les années 1970, et qui mène soit à la traduction spécialisée, notamment en finance ou en droit, soit au commerce international.

« Les masters centrés sur les affaires concentrent la majorité de nos effectifs, tandis que se développent des parcours en management interculturel, voire en tourisme », commente Valérie Peyronel, présidente de l'Association nationale des langues étrangères appliquées (ANLEA). Au-delà de ces spécificités, tous prônent l'étude approfondie de deux langues étrangères, associée à des enseignements sur l'entreprise: droit, économie, marketing...

**« Internet, c'est le monde du verbe. Il ne s'agit pas de les transformer en techniciens mais de leur donner le bagage nécessaire pour travailler avec les informaticiens »**

Prisca Perani  
responsable master à l'URCA

De quoi se forger un profil trilingue prisé face à la mondialisation. « La langue est bien plus qu'un outil de communication. On ne peut pas toujours mener un contrat à bien sans maîtriser celle du pays », déclare Valérie Peyronel. « Les étudiants suivent des cours sur les sociétés contemporaines, ainsi que les aspects géopolitiques des échanges internationaux. On leur apprend à aborder de nouveaux marchés en tenant compte de leurs contextes historiques et culturels », ajoute Claire Allignol, responsable du master « négocia-

teur trilingue » de Grenoble-III. Devenu acheteur dans le textile, responsable marketing dans le e-commerce ou encore responsable de zone export dans la logistique, ses diplômés se sont frayé un chemin dans des sphères souvent monopolisées par les gestionnaires. Il faut dire aussi qu'ils avaient déjà un pied dans le marché du travail durant le master grâce à des contrats d'alternance ou en participant à la structure « Jeune entreprise » adossée au master.

L'idée d'ouvrir les facs littéraires sur le monde économique ne date pas d'hier, mais elle rencontre de nouveaux échos, à travers des formations atypiques où les littéraires renforcent leurs points forts tout en ajoutant des cordes à leur arc. Depuis 2008, le master « culture et entreprise » de Lyon-III associe des séminaires de recherche en lettres ou en histoire avec des cours au sein de l'Institut d'administration des entreprises (IAE). « Les tuteurs de stage ont souligné les capacités d'adaptation de nos premiers diplômés, qui se sont ensuite insérés dans l'événementiel, les ressources humaines et la communication », note Marie Ledentu, doyen de la faculté de lettres de Lyon-III.

A Paris-Ouest-Nanterre, le master « humanités et management » a inauguré, en 2012, des parcours liés aux marchés multiculturels, à l'innovation et au numérique, conçus avec la Confédération générale des petites et moyennes entreprises et la chambre de commerce et d'industrie Paris-Ile-de-France. Les premiers pas sont encourageants: « 16 étudiants sur 22 ont décroché un contrat de professionnalisation, dans des sociétés aussi variées que SFR, La Poste, La Française des jeux ou Orange », se félicite Marcos Giadas Conde, responsable du cursus. Reste à voir si l'élan se confirmera à la remise des diplômes. ■

AURÉLIE DJAVADI

Le Monde | Télérama | Courrier international  
présentent

## LE SALON DES MASTERS & MASTÈRES SPÉCIALISÉS

SAMEDI 25 JANVIER 2014

LES DOCKS - CITÉ DE LA MODE ET DU DESIGN  
34 QUAI D'AUSTERLITZ - PARIS

ENTRÉE GRATUITE



Inscrivez-vous sur:

[WWW.SALONDESMASTERS.COM](http://WWW.SALONDESMASTERS.COM)

[WWW.FACEBOOK.COM/SALONDESMASTERS](http://WWW.FACEBOOK.COM/SALONDESMASTERS)



**SAMS**

LE SALON DES MASTERS  
& MASTÈRES SPÉCIALISÉS  
Le Monde | Télérama | Courrier international

En partenariat avec  
**digiSchool**  
the learning touch

# Les étudiants étrangers sous le charme

Selon l'Unesco, la France est le troisième pays d'accueil des étudiants étrangers, et leur premier pays d'accueil non anglophone. Une performance due à la qualité de ses masters

Selon le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, la France a accueilli 289 274 étudiants étrangers en 2012-2013. L'Unesco classe le pays en troisième place des destinations préférées des étudiants étrangers, derrière les Etats-Unis et le Royaume-Uni. L'Australie et l'Allemagne, pays que l'on pourrait penser plus accueillants que la France, occupent respectivement la quatrième et la cinquième place du classement.

Pour connaître le détail, il faut se reporter aux données de l'Unesco. En 2011, la France était déjà troisième du classement des pays d'accueil des étudiants étrangers; 7% d'entre eux la choisissaient, 18,5% préféraient jeter leur dévolu sur les Etats-Unis et 11% sur le Royaume-Uni. Si bien que la France était à la fois toute proche (dans le classement) et très loin (au regard des chiffres) derrière les nations anglophones. Enfin, 83% des étudiants qui affluaient vers la France ne provenaient pas d'Europe.

Le nombre d'étudiants étrangers inscrits dans les établissements français ne cesse d'augmenter depuis 2008. Quelles conclusions faut-il en tirer? C'est la question à laquelle répond une enquête intitulée « Image et attractivité de la France », publiée en novembre 2013 par l'institut de sondage TNS-Sofres. Les étudiants étrangers choisissent la France pour d'autres raisons que sa gastronomie ou sa culture. La qualité des formations a décidé 51% d'entre eux. Ce critère devance celui de la langue (42%) et celui de la réputation des établissements ou des enseignements (37%).

Toujours selon TNS-Sofres, 45% des étudiants choisissent la France pour faire une licence, et 43% pour faire un master.

**La compétition internationale est rude, mais le master français possède deux atouts de taille : son ouverture et sa qualité**

« Le master est toutefois le diplôme français le plus attractif. Tout simplement parce que les étudiants font une licence dans l'espoir de faire ensuite un master », explique Antoine Grassin, directeur général de Campus France, l'agence chargée de la promotion de l'enseignement supérieur à l'étranger.

En France, les étudiants étrangers viennent majoritairement du Maroc, de la Chine, de l'Algérie, de la Tunisie et du Sénégal. Un étudiant étranger sur deux vient du continent africain.

Le master est un diplôme que tous les pays ou presque proposent. La compétition internationale est rude, mais le master français possède deux atouts de taille : son ouverture et sa qualité. « Les étudiants africains ne trouvent pas ou peu de formations de qualité dans leur pays, observe Antoine Grassin. Les étu-



diants chinois sont, quant à eux, confrontés à un tout autre problème. Seuls ceux ayant obtenu d'excellentes notes au "gao-kao", l'équivalent de notre baccalauréat, sont acceptés à l'université.

Certaines écoles sont très convoitées par ces étudiants africains ou chinois. C'est notamment le cas de l'Institut français du pétrole et des énergies nouvelles. Mais aussi de Sciences Po, qui profite de ses partenariats étrangers pour étendre sa bonne réputation au-delà des frontières françaises. Toutefois, 75% des étudiants qui viennent en France choisissent l'université. Un choix qui, selon Antoine Grassin, s'explique très facilement : « Les étudiants étrangers ne comprennent pas bien le système franco-français des prépas, des concours et des admissions. Alors, ils préfèrent s'inscrire à l'université. Quoi qu'il en soit, la France a une image de leader mondial dans le domaine de la santé, de l'ingénierie, des mathématiques, de la gestion et de la finance ou encore des sciences humaines. »

Pourtant, le premier établissement français n'arrive qu'à la 37<sup>e</sup> place de l'édition 2013 du classement de Shanghai. Il s'agit de l'université Pierre-et-Marie-Curie (UPMC). « Shanghai prend en compte des critères, comme les publications ou les prix, qui avantagent les établissements américains, mais qui ne sont pas de première importance pour les étudiants », soupire Antoine Grassin, avant d'ajouter : « Ma conviction personnelle est que le master français a beaucoup évolué ces dernières années. Il s'internationalise, se professionnalise et offre de bons débouchés. C'est au niveau du master que se cristallise la qualité de la recherche et de l'enseignement français. Les étudiants étrangers ne s'y trompent pas. » ■

MARTIN RHODES

**Remise de masters aux nouveaux énarques étrangers au ministère des affaires étrangères, en 2006.**  
BENOÎT DECOU/REA

## De Pékin à Sciences Po Paris

Il y a deux ans, alors qu'elle était âgée de 27 ans et qu'elle travaillait pour une petite ONG chinoise à Pékin, Liping Mian entend parler d'une bourse délivrée par le gouvernement français aux jeunes travailleurs de la société civile.

« Je voulais reprendre mes études, explique-t-elle. Je sentais que je manquais de connaissances dans le domaine des droits de l'homme. J'ai donc postulé, et j'ai

été prise. » Liping Mian quitte alors son emploi et se retrouve à des milliers de kilomètres de la capitale chinoise, à l'Ecole des affaires internationales de Sciences Po Paris. « En Chine, Sciences Po a la réputation d'être l'école des présidents français. Je ne regrette pas d'y être. Les professeurs, les intervenants, les étudiants et les projets sont cosmopolites. C'est ce qui me plaît », témoigne-t-elle aujourd'hui.

Dans quelques mois, Liping Mian sera diplômée du master Human Rights and Humanitarian Action. Une expérience dans une organisation internationale basée en France serait pour elle un avantage supplémentaire. Mais l'obtention d'un permis de travail se révèle une démarche compliquée. Les frontières des pays sont parfois moins ouvertes que les portes des écoles.

## Repères

**289 274 étudiants étrangers** ont été accueillis en France en 2012-2013, parmi lesquels 216 055 (74,7%) sont inscrits à l'université. Les étudiants étrangers représentent 12% du total des étudiants et 41% du total des doctorants. Seuls les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont reçu plus d'étudiants étrangers que la France en 2012-2013. L'Australie est le 4<sup>e</sup> pays d'accueil.

**Leur pays d'origine** Ils viennent du Maroc (11,1% du total), de Chine (10,5%), d'Algérie (7,8%), de Tunisie (4,1%), du Sénégal (3,1%).

**Leur nombre** Il a augmenté chaque année depuis 2008 (+8,85%), mais cette hausse tend à ralentir (+0,3% en 2012-2013).



**ENSAE**  
ParisTech

LA GRANDE ÉCOLE DE L'ÉCONOMIE,  
DE LA STATISTIQUE, DE LA FINANCE  
ET DE L'ASSURANCE

**MASTÈRE SPÉCIALISÉ**  
DE L'ENSAE PARISTECH (HABILITÉ PAR LA CGE)

**RENTÉE 2014 > NOUVELLE FILIÈRE**

## DATA SCIENCE :

des métiers pour imaginer l'avenir

Dans un contexte marqué par une forte croissance du volume de données disponibles concernant des domaines très divers (marketing, réseaux sociaux, finance, mais aussi génétique, neurosciences ou climatologie), les diplômés de la filière Data Science posséderont tout à la fois les compétences techniques et la capacité à saisir les enjeux stratégiques. Ils seront ainsi capables de « faire parler les données » pour aider à la prise de décision dans les meilleures conditions.

**LES AUTRES FILIÈRES**

ACTUARIAT	FINANCE D'ENTREPRISE
FINANCE DE MARCHÉ	ÉCONOMIE APPLIQUÉE
GESTION DES RISQUES	

**N'hésitez pas à consulter notre site web**  
**> [www.ensae.fr](http://www.ensae.fr)**

Le recrutement s'effectue sur dossiers (inscription via Internet du 10 au 28 février et remise des dossiers au plus tard le 21 mars 2014). Un entretien et/ou une évaluation des connaissances pourront être demandés.

**Pour information : Courriel : [info@ensae-paristech.fr](mailto:info@ensae-paristech.fr)**